

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS

Le Monde

N° 1497

Canada, 0,50 \$ can. ; Côte d'Ivoire, 80 fr. ;
Egypte, 30 p. ; Grèce, 20 dr. ; Italie, 1,15 fl. ;
Indonésie, 250 Rp. ; Israël, 3,50 L.L. ; Liban, 150 P.L. ; Sénégal, 100 fr. ; Singapour, 5 S. ;
Tunisie, 80 m. ; Turquie, 6 Lira ; U.S.A., 0,50 \$ U.S.
ABONNEMENT : Six mois Un an
France F 35 F 60
Etranger F 48 F 85
(Tarifs en francs)
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

Dialogue aigre-doux entre M. Barre
et l'opposition à l'agoulième

INTRANSIGENCE ET NÉGOCIATION EN RHODÉSIE

Les conversations qui viennent d'avoir lieu à Salisbury durant trois jours, MM. John Graham, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, et Stephen Low, ambassadeur américain en Zambie, sont-elles un « échec », comme l'affirme le « Financial Times » du 11 juillet ? Antérieurement, un certain optimisme, comme le croit le « Times » du même jour ? Au terme de leurs entretiens dans la capitale rhodésienne, les deux diplomates ont été reçus par M. Ian Smith, auquel ils ont exposé leur projet d'établissement d'une Constitution pour le futur Etat du Zimbabwe.

En supposant même qu'elles aient permis des progrès, ces conversations paraissent, en tout cas, bien académiques, car les négociations sur l'avenir de l'ancienne colonie britannique se sont à la fois mal engagées et de façon trop tardive.

Certes, le fait que M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, qui avait récemment annoncé sa tournée en Afrique australe, envisage de se rendre dans cette partie du continent noir avant la fin du mois laisse supposer que les Britanniques nourrissent de nouveaux espoirs de règlement négocié. Mais leurs espérances paraissent fragiles, compte tenu de l'intransigence apparentement irrévocable de M. Smith, de la concurrence accrue à laquelle se livrent les différents mouvements nationalistes rhodésiens et de l'aggravation de la guerre en territoire rhodésien.

M. Smith multiplie, en effet, actuellement ses déclarations menaçantes et tendues, déclarant qu'il n'a absolument pas modifié ses positions. Dans une interview accordée à l'hebdomadaire américain « Newsweek », et reproduite par le « International Herald Tribune », le premier ministre rhodésien réaffirme son attachement indéfectible au « vote qualifié », qui implique le maintien de la majorité noire à l'écart de la vie politique.

Simultanément, le fossé se creuse dangereusement entre le Front patriotique de M. Muzorewa et l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) du révérend Sithole, et le Congrès national africain (ANC) de l'évêque Muzorewa. Le Front, que les chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine, réunis à Libreville, viennent de reconnaître comme seul représentant légitime du peuple du Zimbabwe, a une seule ambition : la participation à la vie politique. Si l'évêque Muzorewa paraît encore bénéficier d'une certaine audience auprès de la population urbaine de Salisbury, le révérend Sithole, en revanche, semble aujourd'hui très isolé. Son retour à Salisbury dimanche, après deux semaines d'exil, a été l'occasion de manifestations de partisans qui lui ont réservé un accueil sans enthousiasme.

En territoire rhodésien, la guerre ressemble de plus en plus à une guerre civile. Le Front affirme que ses opérations se déroulent désormais sur plus des trois quarts de la superficie du pays. Tandis que le Front prend de l'importance, le gouvernement de Salisbury vient d'augmenter le budget de la défense de 44 % par rapport à l'année dernière.

D'autre part, les Etats voisins de la Rhodésie s'engagent de plus en plus directement dans la lutte menée par les nationalistes contre M. Smith et ses alliés. L'attitude agressive de certains d'entre eux contribue à les précipiter dans un conflit qui concerne, depuis de longs mois déjà, l'ensemble des pays indépendants d'Afrique australe. Les incidents frontaliers se multiplient entre la Rhodésie, d'une part, la Zambie, le Mozambique et le Botswana, d'autre part. Dans ces conditions, les chances de la diplomatie paraissent bien minces.

(Mardi 12 juillet.)

La Chambre italienne discute l'accord des six partis

La motion commune sur le programme du gouvernement italien préparée par les six partis constitutionnels devait être présentée ce mardi après-midi 12 juillet à la Chambre des députés. Conformément au vœu de la démocratie chrétienne, elle ne sera pas examinée ensuite par le Sénat, afin de ne pas donner l'impression d'un vote de confiance au gouvernement Andreotti et de la constitution d'une majorité avec les communistes.

L'accord s'est déjà heurté à un obstacle : le transfert de certaines compétences aux régions. Sur ce point, le conseil des ministres — composé uniquement de démocrates-chrétiens — a décidé des mesures plus restrictives que celles contenues dans la motion parlementaire. Le débat s'ouvre donc dans un climat tendu, d'autant que l'extrême droite et l'extrême gauche ont présenté chacune une contre-motion.

L'alternance impossible

Si les six partis italiens signataires de l'accord pour un programme de gouvernement ont cherché une « astuce » pour éviter un vote parlementaire qui aurait eu la signification d'un scrutin de confiance et les risques d'un scrutin de défiance au cabinet Andreotti, c'est notamment pour éviter de mettre en lumière les données fondamentales de la situation : le blocage total du jeu de l'alternance des majorités.

Voilà trente ans que la démocratie chrétienne est l'unique pivot de toute formule de gouvernement. Elle choisit ses alliés sur sa gauche ou sur sa droite. En son sein, les différents « courants » ont toujours reproduit les variations possibles de ce choix. Mais les élections législatives de 1978 ont réduit la marge de manœuvre des dirigeants démocrates-chrétiens.

Choisir entre trois majorités

La majorité gouvernementale doit en effet dépasser 316 voix. En pure arithmétique parlementaire, trois solutions sont possibles : une « majorité constitutionnelle » celle qui a approuvé le programme actuel, réunit 335 voix. Une « majorité laïque », excluant la D.C., groupe 330 voix. Une majorité de droite, 334 voix. (Voir tableau page 2.)

La plus fragile est certainement la majorité de droite. Elle suppose que le groupe démocrate-chrétien demeure cohérent, ce qui n'est pas acquis, et que les libéraux, les sociaux-démocrates et les républicains consentent à faire l'appoint d'une coalition des catholiques et de la droite. Il y aurait pour le moins un tel déchet que l'expérience ne rassemblerait très probablement pas les 316 voix nécessaires. Elle dépendrait en tout cas du choix républicain et social-démocrate. Or imaginez M. La Malfa et Sergio Cusani en ce sens.

La majorité « laïque » appartient plus au champ du possible. C'est celle qui a voté les lois sur le divorce et l'avortement. Mais la décision de rejeter la démocratie chrétienne dans l'opposition ferait hésiter certains députés laïques, qui ne voudraient pas la remplacer par les communistes. En pratique, cette formule dépendrait arithmétiquement de la participation des radicaux et de la démocratie

JACQUES NOBECOURT.
(Lire la suite page 5.)

Une étape décisive pour le Proche-Orient : la confrontation Carter-Begin

En attendant la suite du premier ministre israélien, M. Menahem Begin, le 19 juillet à Washington, le président Carter a tenu à rassurer les dirigeants juifs américains sur ses intentions. Les recevant à la Maison Blanche, le mercredi 6 juillet, il a déclaré qu'il était favorable à l'établissement de relations diplomatiques, commerciales et culturelles entre Israël et les pays arabes.

Cependant, le président Sadate affirmait le même jour qu'il s'opposait à une normalisation

complète avec l'Etat juif, ajoutant qu'il n'avait pas, en revanche, d'objection à ce qu'Israël conclue un pacte de défense avec l'Amérique, si cela fait partie d'un règlement global.

A l'issue d'une enquête menée aux Etats-Unis, notre envoyé spécial analyse la politique de Washington au Proche-Orient, ses répercussions sur la scène politique arabe et évalue les risques d'un affrontement entre le président Carter et M. Begin.

I. — A CHACUN SA BIBLE

Washington. — Rares sont les responsables américains du moins parmi ceux qui nous ont reçu à la Maison Blanche et au département d'Etat — qui croient qu'un dialogue fructueux pourrait s'engager entre le président Carter et M. Menahem Begin. Les divergences politiques, qui s'étendent pratiquement à tous les aspects du conflit israélo-arabe, leur paraissent, en l'état actuel des choses, insurmontables.

Même les conceptions idéologiques et philosophiques des deux hommes, dit l'un d'eux, sont aussi éloignées les unes des autres que se le sont Platon (bourgeois) et le chef de l'exécutif américain (Brest-Litovsk) (ville natale du président du conseil israélien) Begin à tort de croire que la Bible lui sera d'une quelconque utilité pour qu'on Carter à ses thèses.

Une telle affirmation paraît,

De notre envoyé spécial
ERIC ROULEAU

à première vue, péremptoire. Le président américain a que certains de ses collaborateurs ont surnommé « le missionnaire », est un lecteur assidu du Livre saint, qu'il cite volontiers. Selon un de ses proches, il est même « profondément convaincu de la légitimité du retour du peuple juif sur la Terre promise ».

Cependant, ajoute-t-on aussitôt, le sionisme de Carter n'est pas celui de Begin, et n'est pas en tout cas imprégné de mysticisme. S'il est vrai que les deux dirigeants s'estiment investis de missions sacrées, la réalisation d'une d'entre elles entraînera, à coup sûr, l'avortement de l'autre. En effet, l'extension de la patrie juive à ses dimensions « historiques », comme le souhaite

le leader du Likoud, éliminerait tout espoir d'entente avec les Arabes, les Palestiniens en tête. En revanche, l'instauration d'une paix durable au Proche-Orient, objectif prioritaire du chef de l'exécutif américain, exclut forcément la création d'un « Grand Israël ». Bref, le « rêve » de M. Begin est incompatible avec le « réalisme » de M. Carter.

De l'avis général, la « bible » de ce dernier, dans le cas d'espèce, est le rapport de l'Institut Brookings, à Washington. Publié en décembre 1975, sous le titre de « Vers la paix au Moyen-Orient », ce texte, d'une vingtaine de pages, est le fruit de six mois d'intenses échanges de vues entre seize personnalités qui avaient le double mérite d'être des experts en la question et de représenter un large éventail d'opinions.

(Lire la suite page 2.)

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

M. Giscard d'Estaing invite la majorité à mettre au point, sous l'autorité de M. Barre un « programme d'action pour la législature »

Dans le discours qu'il a prononcé, vendredi soir 8 juillet, à Carpentras, M. Giscard d'Estaing a beaucoup insisté sur sa volonté de sauvegarder l'« unité nationale » et de « tout faire pour la maintenir ». Il a invité la majorité à mettre au point, sous l'autorité de M. Barre, un « programme d'action pour la législature » et il a stigmatisé le programme commun de la gauche, qui imposerait « un changement brutal de société ».

Les propos présidentiels ont été favorablement

accueillis par MM. Chénouard (parti républicain), Stasi (C.D.S.), Stirn (Mouvement des sociaux-libéraux) et par le Centre national des indépendants et paysans, mais combattus par MM. Chambaz (P.C.F.), Estier (P.S.), Fabre (M.R.G.) et par les gaullistes d'opposition.

M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, devait tenir une conférence de presse, mardi 12 juillet, dans l'après-midi, à l'Assemblée nationale.

Il aurait le coupure de la France en deux.

S'il s'est abstenu d'exploiter les divisions actuelles de la gauche, M. Giscard d'Estaing s'en est pris avec vigueur à une étude des « chefs de la gauche » déjà largement et abusivement commentée dont il a pris prétexte pour lancer une « offensive » en garde à la Constitution de la France ne sera pas modifiée par des rédacteurs de brochures et pour signifier les « amorceurs de coupe d'Etat ».

Au-delà de ce bref nouveau te brouille (qui pourrait prétendre sérieusement que le P.C.F. aspire au coup d'Etat ?), on retiendra que le président de la République en revient à une conception fort restrictive de l'alternance. En cas de victoire de la gauche, « le balancier changerait de côté, mais le ressort s'agrandirait encore » et la « coupe » du pays serait aggravée. Il nous est donc clairement expliqué que seule vaut une majorité de droite, mais aucune réponse n'est apportée à la question qui vient immédiatement à l'esprit : la droite étant dominante depuis 1958, comment se fait-il que la coupe en deux n'ait cessé de s'accroître au fur et à mesure de ses victoires ?

Chacun sait bien à commencer par M. Giscard d'Estaing, que si l'on veut « débrider enfin cette plume de division où s'épuise la vigueur de la France », c'est à nos institutions politiques qu'il faut s'en prendre. Aussitôt, acquiesce la victoire escomptée, « initiatives » seront donc prises qui pourront aussi bien déboucher sur une « voie de réformisme » — sur une certaine « présidentialisation » du régime que sur le retour au scrutin proportionnel.

En rien, en fait, la France conservera pour le grand affrontement du printemps 1978 le mode de scrutin majoritaire, et elle aura ainsi l'occasion de se couper en deux une nouvelle fois et plus nettement que jamais.

RAYMOND SARRILLON.
(Lundi 11 juillet.)

(Lire page 6 le discours de M. Giscard d'Estaing.)

Vers la signature d'un accord au « Parisien libéré »

La signature de l'accord conclu entre la direction du « Parisien libéré » et le Syndicat du Livre C.G.T. était prévue mardi 12 juillet, mais la réunion a été décommandée en fin de matinée car le gouvernement, concerné financièrement, n'a pas fait connaître son sentiment. Il est peu vraisemblable que la signature officielle d'un désaveu de l'accord intervenu entre M. Bellanger et les dirigeants du Livre pour mettre fin à ce conflit qui durait depuis près de deux ans et demi.

RETOUR A LA RAISON

On a beau savoir que les conflits les plus embrouillés trouvent leur dénouement, il faut parfois se froter les yeux pour y croire. Cet accord intouchable est à portée de main, cette lutte inexplicable se termine par un compromis.

Il aura fallu près de trois ans — les premiers signes de l'orage datent de novembre 1974, — au cours desquels l'accumulation des illégalités semblait élargir sans cesse le fossé pour aboutir ce 12 juillet à cette signature prochaine qui ne passera pas toutes les plates mais marquera le retour à la raison.

Tout était excessif dans cette affaire du « Parisien libéré », qui, périodiquement, revenait au premier plan de l'actualité, avec ses brèves ou longues flambées de colère. Le nouveau président du groupe, M. Claude Bellanger, a su faire preuve de sagesse, alors que les passions ne sont pas éteintes, alors que la fille d'Emilien Amaury est prête à proclamer que son père a été trahi. Mais, puisqu'on entend faire parler les morts, gageons, these pour these, que le vieux luthier aurait lui-même cherché et trouvé une issue, lorsqu'il aurait pris la mesure de l'opposition sans faille des ouvriers du Livre.

JACQUES SAUVAGEOT.
(Lire la suite page 5.)

AFRIQUE

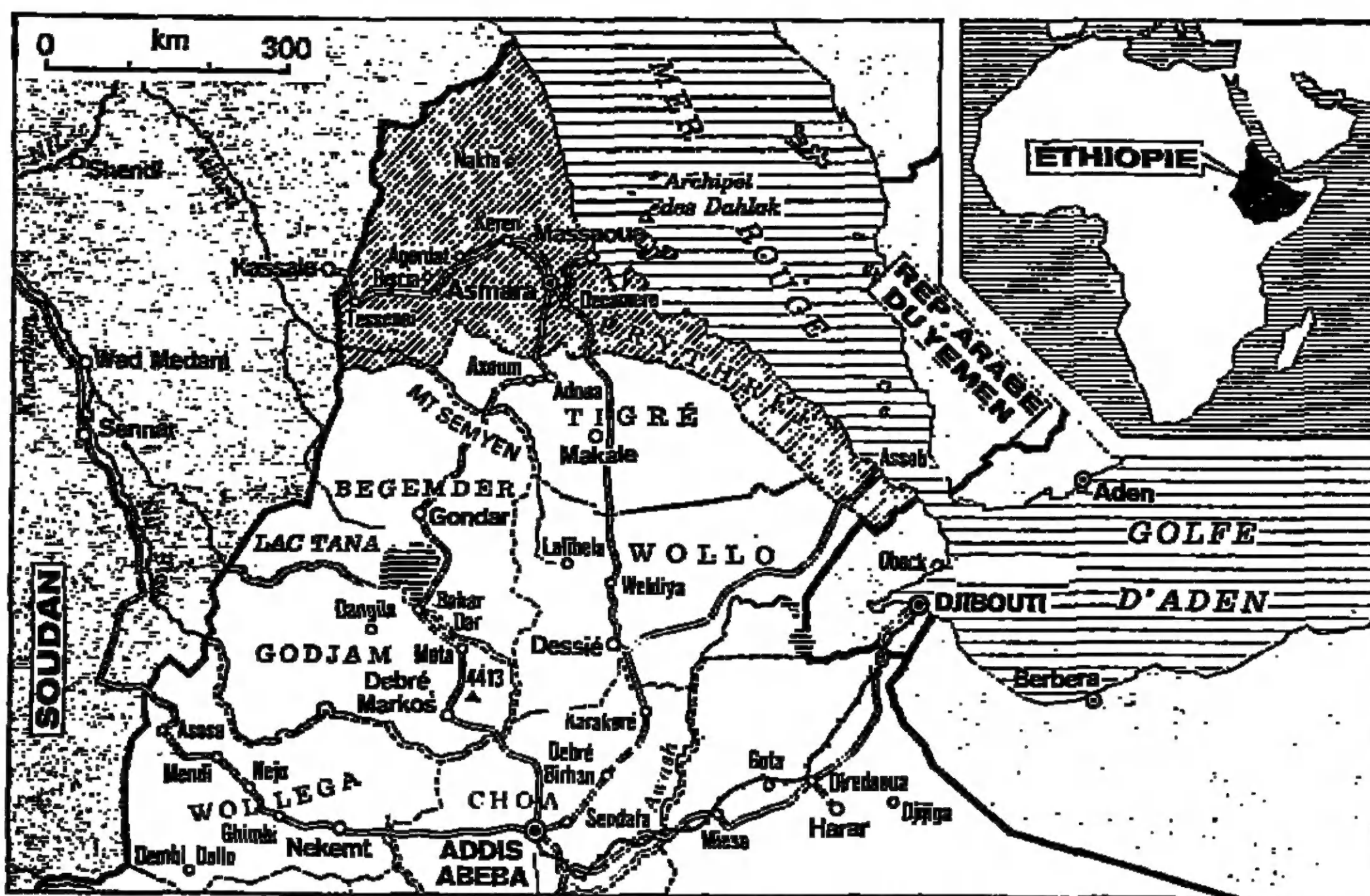
Ethiopie

Une vaste offensive est lancée contre les maquis érythréens

Cinquante vols spéciaux ont acheminé plus de dix mille hommes d'Addis-Abeba en Erythrée, au cours des trois dernières semaines. Ils appartiennent, notamment, à la 7^e division, récemment formée, et aux « milices paysannes » mises sur pied depuis le début de l'année.

Ce pont aérien marque le début de la vaste contre-offensive que le régime éthiopien, avec l'appui de l'Union soviétique, a décidé de lancer pour redresser, en Erythrée et dans les provinces du Sud, les revers qu'il a subis depuis la Somalie, une situation militaire très critique.

Dans les pierrailles brûlantes de l'Erythrée, sur des crêtes sèches qui rappellent les Alpes algériennes, vient de s'engager une bataille cruelle qui décidera du sort de l'Ethiopie révolutionnaire et, indirectement, de toute la Corne orientale. Les premiers contingents — dix mille à quinze mille hommes — de l'immense « milice paysanne » mobilisée par Addis-Abeba pour « éradiquer les ennemis de l'unité nationale » sont arrivés sans interruption, depuis quelques jours, sur le champ de bataille érythréen. Avions gros porteurs et Boeing des Ethiopian Airlines mobilisés, chars soviétiques T-34 et T-54 étirés sur les routes, chasseurs F-5 multipliant les missions de bombardement, saut de parachutes, hélicoptères installés... L'Ethiopie chancelante, minée par les guerilles régionales et la guerre civile intérieure, menacée sur tous les fronts à la fois, joue là son va-tout, et jette dans la balance son principal atout : le nombre (trente millions d'habitants).



brandissent des fusils d'assaut Kalachnikov et des tubes lance-roquettes.

Si le gros des forces est envoyé en Erythrée, des milliers d'hommes sont également dépêchés vers le sud où les maquisards somalis tiennent sous le feu de leurs armes les villes de Harar et Jijiga, vers l'est, où trois mille parachutistes s'efforcent déjà de dépasser la ligne de chemin de fer et la route vers Djibouti, coupées en plusieurs endroits.

C'est néanmoins au nord, le long de la frontière soudanaise et aux confins du Tigré et de l'Erythrée, que la réussite ou l'échec de cette contre-offensive sera déterminante. Il s'agit pour Addis-Abeba de « nettoyer » dans un premier temps la province de Gondar, encore largement contrôlée par les maquis de l'Union démocratique éthiopienne (EDU), de droite), puis, en reliant au secours des garnisons assiégées, de reprendre le contrôle, en Erythrée, des zones frontalières, occupées et ainsi les troupes de leurs « arrières » soudanais. Le 10 juin, de la ville d'Addis, tenue par l'EDU, a prouvé qu'il n'avait pas été très difficile de bousculer les maquis récents, incorporés, de ce mouvement soutenu par Khartoum. En sera-t-il de même contre les fronts érythréens, qui, eux, mènent depuis seize ans une efficace guerre et contrôlent 90 % du territoire de la province ?

Un premier accrochage entre les « milices » et les maquisards érythréens s'est produit le 25 juin à proximité d'Addis, au sud de l'Erythrée. Mais les véritables batailles devraient s'engager, avant le début de la saison des pluies, autour des villes de Tessenet, tenue depuis plusieurs mois par les fronts de libération (2) de Barentu, dont l'aéroport a été occupé le 10 juin, et de Mekele, le 10 juin, où mille cinq cents soldats éthiopiens sont assaillés, d'Agordat et de Keren, deux villes-clés de la province encerclées par les Erythréens.

Quelle qu'en soit l'issue, ces combats seront vraisemblablement très meurtriers. Les rares journalistes présents en Erythrée — d'où tous les diplomates étrangers, avant le début de la saison des pluies, ont été expulsés — ont dû fuir pour contenir cet assaut. L'envoyé spécial du Sunday Times, présent à Mekele, écrivait le 26 juin que les maquisards avaient vaincu sans relâche à fortifier la ville qu'ils occupent depuis le mois d'avril. Le 28 juin, M. Osman Saleh Sabbe, ancien porte-parole du Front de libération, a demandé par télégramme à M. Kurt Valheim une convocation d'urgence du Conseil de sécurité pour examiner « l'urgence de la situation en Erythrée ».

Deux jours auparavant, le Soudan avait lancé un appel à la communauté internationale pour faire cesser cette « marche sanglante ».

Si fait, le véritable enjeu de ces prochains combats dépasse largement le cadre de l'Erythrée. Si les fronts de libération résistent au choc et mettent en déroute les forces régulières et les milices éthiopiennes, le régime radical d'Addis-Abeba ne survivra sans doute pas très longtemps. Or, d'est sur sa consolidation qu'il a précisément misé l'O.R.S.S., faisant de la sorte un pari terriblement risqué. Moscou, comme le soulignent le 4 juillet l'éditorialiste de l'« Economist », peut perdre, demain, sa position en Ethiopie tout en s'étant aliéné peu ou prou la Somalie. Si, en revanche, l'appui militaire considérable qu'elle apporte à Addis-Abeba — par Libye, Cuba, Allemagne de

A Libreville

Le « sommet » de l'O.U.A. n'a réglé aucun conflit

La quatorzième conférence « au sommet » de l'Organisation de l'unité africaine a été officiellement close le mardi 5 juillet à Libreville, par M. Omar Bongo, président du Gabon, nouveau président en exercice de l'O.U.A. Le prochain « sommet » se tiendra l'année prochaine à Khartoum (Soudan). Aucun des graves conflits qui menacent de paralyser l'O.U.A. n'a été réglé, mais les quelques décisions prises par les chefs d'Etat, notamment au sujet de la Rhodésie, ont fait lever de timides espérances.

Une fois encore, les chefs d'Etat membres de l'Organisation de l'unité africaine se sont efforcés d'écarter l'examen des grandes questions qui les divisent. La pérennité de l'organisation, créée il y a quatorze ans à Addis-Abeba, est à ce prix.

Bien que les chefs d'Etat de l'O.U.A. jugent comme un succès le fait que vingt-deux d'entre eux aient été personnellement présents dans la capitale gabonaise, ce chiffre reste modeste au regard des quarante-neuf pays membres de l'Organisation. Le nombre des absents s'explique sans doute moins par une réelle désaffection que par le souci d'éviter des affrontements trop chauds.

La solution des conflits les plus graves a été renvoyée à plus tard, sans toutefois que la porte soit fermée à la négociation. C'est ce qui a conduit M. William Leakey, secrétaire général de l'O.U.A., à témoigner sa satisfaction en ces termes : « De nombreux problèmes restent en suspens, mais nous avons mis en place des procédures susceptibles de les résoudre. C'est aussi ce qui a poussé M. Senghor, président du Sénégal, à déclarer que l'O.U.A. est sur le retour à Dakar. »

C'est une bonne conférence. Une commission a été créée pour étudier le différend frontalier entre la Libye et le Tchad et proposer de la possession de la région septentrionale du Tibesti : la bande d'Ansou occupée par les troupes libyennes depuis 1973.

Une deuxième commission va être mise en place pour essayer de mettre un terme au conflit soudano-éthiopien, tandis qu'une troisième s'efforcera d'apaiser la querelle somalo-éthiopienne.

Les participants à la conférence ont tenté d'aller plus loin dans la recherche d'une solution au Sahara occidental, d'une part, en Rhodésie, d'autre part. En ce qui concerne l'épineux règlement de la succession espagnole dans l'ancien Rio-de-Oro, les Sahraouis ont marqué un point. Tous les participants, qui ont refusé d'engager le dialogue avec une délégation du Front Polisario venue spécialement à Libreville, ont convenu que le statut de Mayotte, leur ont fermé la porte. En effet, en octobre prochain, le général à Luanda au « sommet », extraordinaire de l'O.U.A., exclusivement consacré à l'examen de l'affaire sahraïte.

Quelques timides espérances

Les dirigeants de l'O.U.A. ont franchi un pas supplémentaire vers le règlement négocié de l'affaire rhodésienne. Après avoir renouvelé les appels à l'union destinés aux nationalistes noirs, ils ont décidé le 5 juillet de reconnaître comme unique représentant des mouvements de libération de Rhodésie, celui qui a été étranger à cette décision. Il est vrai que, l'an dernier déjà, ils avaient retenu le principe d'une même réunion extraordinaire pour finalement y renoncer.

Les dirigeants de l'O.U.A. ont franchi un pas supplémentaire vers le règlement négocié de l'affaire rhodésienne. Après avoir renouvelé les appels à l'union destinés aux nationalistes noirs, ils ont décidé le 5 juillet de reconnaître comme unique représentant des mouvements de libération de Rhodésie, celui qui a été étranger à cette décision. Il est vrai que, l'an dernier déjà, ils avaient retenu le principe d'une même réunion extraordinaire pour finalement y renoncer.

PHILIPPE DECAENE
(Jeudi 7 juillet.)

du 7 au 13 juillet 1977

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

« Vos vacances... votre séjour en France »

Guide touristique et gastronomique

Alsace

Hôtel KASTELBERG *** N.N., tél. (85) 08-97-83 et 67-04 ANDLAU, 100 chambres avec bain, wc, 25 salles de conférence. Son restaurant AU CANON connu par son excellente cuisine et son accueil. Hors saison réduction pour groupes.

Côte d'Azur

HOTEL RÉGENCE
** N.N.
21, rue Massena, NICE
Rue piétonne
40 chambres
Bains - douche - w.c. privés
Plaisir centre - Prox. MER.

Mer

17200 ROYAN-PONTAULT-LAC
Chambres - Demi-pension - Pension
disponibles selon saison.
Cuisine - Bar - Salon.
Chaîne « Relais du Silence ».

Normandie

CABOURG

*** L
GRAND HOTEL
le dernier hôtel
le plus romantique du monde
ACCÈS DIRECT À LA MER
PROMENADES
ET PÊCHE EN MER
Tél. : 31/91-81-73 - 91-82-43
Tél. : 170 187 F (109)

Paris

HOTEL OBSERVATOIRE *** N.N.
Qu. Laiton - Parc Jardin Luxembourg
34 chambres - Restaurant - Grill
Confort, calme et détente
107, bd Saint-Michel - 75005 PARIS
Tél. 03-32-40 et 03-32-40

Sélection immobilière France

Campagne - Mer - Montagne

03 - Allier

Région VICHY. Résidence style bourgeoise, 6 pièces, gr. conf., restaurant par décorateur. - Prix : 450.000 F.
Cabinet D&L 25, rue de la République à 03200 Vichy, tél. (03) 06-54-31.

06 - Alpes-Maritimes

CANNES QUARTIER RESIDENTIEL PRES PLAGE
Vie mer imprenable - VILLA 2 appartements - 135.000 F. 2 piscines avec barbecue, garage, piscine. Prix : 670.000 F.
Cabinet CHARPIOT, 5, av. de la Plage 06100 CANNES. - Tél. (93) 47-30-57

DE CANNES A NICE

Choisissez votre résidence en une seule CONSULTATION de la TOTALITE DES OFFRES sélectionnées sur 3.000 PAGES PERFORMANCES. Exemples : au 17.000 F. Villas depuis 3.000 F. LE PLANNING IMMOBILIER 189, bd de la République 06100 CANNES Tél. (93) 38-42-82 - 38-41-95 - 38-42-57.

22 Côtes-du-Nord

DINARD, appartements neufs T2, 45 m2, 154.000 F. T3, 64 m2, 182.000 F. Belle villa, proximité plage, quartier résidentiel, 6 pièces, cuisine, bain, parfait état, jardin, garage, 475.000 F. Pas de porte tous commerces 75 m2, emplacement exceptionnel : 150.000 F. Agence de la MAISON ROUGE 26, rue Lévassieur, Dinard, tél. : 46-10-34.

24 - Dordogne

Ref. 57896 PÉRIGORD PRESBYT. (17-18°) 57896 PÉRIGORD 2 pièces de 150 m2 cheminées époque, poutres (à rénover) dans 5 ha. Vue vallée Dordogne 250.000 F.

30 - Gard

Ref. 54462 CORREZE Demeure récente (style chalet) 4 p. confort. Parc 15.000 m2 (2 étages) 600.000 F.
Domaine gorges sauvages de la Vézère. CABINET FAYRE 34120 TERRASSON.

LES HAUTS DE NIMES

TENNIS VILLAGE ROUTE D'ANDUZE - NIMES
8 km ouest des arènes.
Centre de sports et de loisirs sur un domaine boisé de 43 hectares avec 24 COURTS DE TENNIS
Restaurant - Bar - Salle de réunions - Piscine chauffée 25x12,5 mètres. Activités sportives et jeux divers. Direction sport et stages, G. DENIAU. Ouvert toute l'année.
- Mas 1 p. 27 m2 avec cuis. install. a. bain, w.c. séparé, 86, 120.000 F
- Mas 2 p. 40 m2 165.000 F
- Mas 3 p. 52 m2 210.000 F
Votre mas peut être loué, lorsque vous ne l'occupez pas, par le service Gessio sur place (tél. 30 73).
Loyer mas 1 p. 600 F par semaine. Ete saison : 500 F par semaine. Basse à Bureau de vie et hameau modèle a.p.l. Renseign. et docum. par correspond. : SOPREX S.A. Promoteur Constructeur Membre F.N.P.C. 7, quai des Bateliers 97000 STRASBOURG Tél. : (16-88) 36-21-33

34 - Hérault

A PÉROLS, 3 km de la mer (Palavas), 10 km de MONTPELLIER 34000. Parcelles de terrain 60m2, 96.000 F. P.T.C. Construction lib. GUYARDON, 5, rue J.-F. Fournier, MONTPELLIER. Tél. (67) 93-64-42.

MONTPELLIER
En centre ville dans le nouveau quartier du POLYGOUE, à proximité immédiate Centre Commercial Administrations, Ecoles, Lycée... RESIDENCES DU NOUVEAU MONDE du studio à 6 pièces prestations de classe PISCINE TENNIS Livraison octobre 1977 et fin 1978. Prix fermes et non révisables. Documentation sur demande à SOCR1, Centre Commercial Polygone, 34000 MONTPELLIER. T. (67) 93-61-51

49 - Maine-et-Loire

Val de Loire, Splendide CHATEAU des XII^e et XV^e siècles, 8 pièces grand confort, cloître du XIV^e, parc de 2 ha, arènes séculaires, superficie totale 8 ha d'un seul tenant, piscine chauffée, annexes, vignes, vergers, souterrain aménagé, puits, etc.
PRINX : 3.000.000 F
CABINET GRUAY-BELEY S.A. 30, rue Beaurepaire S.P. 53 49002 SAUMUR - Tél. (41) 31-04-85

66 - Pyrénées-Orientales

PERPIGNAN
Villa neuve 5 pièces, garage, jardin, 232.000 F, avec 50.000 F + crédit. MILLOT, 87, avenue de Gaulle, 66000 Perpignan.

73 - Savoie

SAVOIES-ALPES

Choix maisons, chalets, appartements, terrasses au Bâtiment qualifié (Savoie) Tél. : 33-01-42 - 33-01-61.

74 - Haute-Savoie

CHAMONIX
Vend. en cours de construction 2 chalets de 2.500m2 terr. 400.000 F l'un. Ecrire Chalets NORVAL 74310 Les Boches - Tél. (04) 34-41-17.

MCOEVR, 65 km GENEVE, altitude 1.100 m, au cœur des Alpes françaises. Revenez des maintenant directement au constructeur dans chalet collectif de 2 étages sur rez-de-chaussée ultra à 800 m du Casino, 400 m du téléphérique du Jallier, 900 m du centre, 500 m du Palais des Sports, vous appart. de 3 p. ou studio, 4 p. à la demande, au total 9 appart., à concevoir dès août 1977. Achetez, prêt oct. 78. Cfr mod. chauff. électr. indiv. Prix très étudiés, fermes et définitifs. Renseign. sur demande auprès de S.A.R.L. I.E.A.L.P. (Realisations Immobilières Rhône-Alpes) - B.P. 59 - 73200 Albertville. le lac. - Prix : 165.000 F.

81 - Tarn

Station Touristique du Grand Lac de LACOUZAS Site protégé par le Parc Naturel Régional du Haut-Languedoc (Mithoula 83 pl 3). Altitude 800 m. Chalet bois. 6 couch. avec terrasse et vue panoramique sur le lac. Prix 165.000 F. AGIMO, 81420 Bellegarde.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Partisans et adversaires des « bombes à neutrons » s'affrontent au Sénat

Washington. — Le Sénat des Etats-Unis a repris le lundi 11 juillet, le débat sur l'attribution de crédits à la production des « bombes à neutrons ». Battus de justesse, le 1^{er} juillet, par quarante-trois voix contre quarante-deux, les adversaires de cette arme « nouvelle » ont décidé à s'opposer par tous moyens, y compris la « filibuste » (1) au financement des « bombes à neutrons », sur lesquelles travaillent savants et techniciens depuis une quinzaine d'années. Le président Ford avait approuvé ce projet (il a encore déclaré vendredi 8 juillet, qu'il s'agissait d'un « bon investissement ») pour équiper les missiles « Lance » d'un rayon d'action de 100 kilomètres.

Les « mérites » de cette petite bombe à hydrogène, qualifiée de « bombe propre », sont connus : elle est en mesure, étant donnée l'intensité de ses radiations (d'où son nom d'arme à radiations accrues), de paralyser, dans un rayon de 200 à 300 mètres, puis de tuer, sans laisser de traces, les combattants ennemis, dans un délai de quelques jours à quelques semaines, mais la relative faiblesse de son explosion laisse intacts les bâtiments. Les radiations sont de courte durée, permettant à ceux qui se sont servis de l'arme d'occuper en quelques heures le terrain irradié (ce n'est pas en quelques jours, comme c'est le cas avec les armes nucléaires classiques).

La haute précision de ces armes tactiques devrait éliminer les destructions massives des villes alliées et épargner les populations civiles. Le Pentagone estime que cette arme présente un intérêt particulier pour les alliés européens des Etats-Unis, qui seraient ainsi

De notre correspondant

en mesure de se défendre contre des forces d'invasion sans risquer l'annihilation de leur population et l'annihilation de leur territoire. Si le Congrès et le président sont d'accord, le Pentagone prévoit de rendre ces armes opérationnelles au centre de l'Europe, en Allemagne probablement, d'ici à 1979.

La pression des chefs militaires rend difficile le choix que le Congrès et le président ont à faire. L'extrême discrétion avec laquelle le Pentagone a mené ses travaux a surpris et, selon certains, le Congrès comme le président d'ailleurs, pris conscience du problème qu'un « découplage » des crédits prévus pour la production de ces armes dans le budget de l'administration civile pour le développement et la recherche de l'énergie (ERDA).

De nombreux membres du Congrès n'ont pas apprécié d'avoir été si tardivement informés et soupçonnent le Pentagone d'avoir délibérément maintenu le secret sur cette arme « honteuse ».

M. John Heinz, sénateur républicain de Pennsylvanie, s'indigne de l'intérêt porté à une arme qui « tue les hommes et préserve les bâtiments » ; plus républicain que les autres et littéralement contre l'humanité.

Les adversaires des « bombes à neutrons » estiment qu'elles accroîtront le danger d'une guerre nucléaire, étant donné qu'il est tentant de les utiliser.

M. Mark Hatfield, sénateur républicain de l'Oregon, affirme : « Les recours aux armes nucléaires dont nous disposons ont freiné, par ces armes, les progrès des armes nouvelles, étant donné leur

précision, naissent les vieux mythes d'une guerre nucléaire limitée. » Telle est également l'opinion du Washington Star, qui ne croit pas qu'on puisse distinguer entre une guerre nucléaire « tactique » et « stratégique ». M. John Stennis, sénateur démocrate du Mississippi, estime en revanche que la « bombe à neutrons » est « la meilleure nouvelle de ces dernières années ».

Le Wall Street Journal espère également qu'en développant des armes à neutrons, comme celle-ci ou le missile de croisière « Cruise », « nous pourrions employer des idées conventionnelles pour la défense de l'Europe, ce qui nous dispenserait d'utiliser des armes nucléaires les premières, ce qui rend la guerre nucléaire moins probable. »

Plus d'un mois de réflexion

Le président Carter s'est donné plus d'un mois de réflexion, en attendant les derniers rapports du Pentagone (2) et de l'ERDA. Sa décision finale pourrait être influencée par les conclusions d'une vaste étude entreprise à sa demande par le groupe d'experts, qui contredit les appréciations pessimistes des services spécialisés du gouvernement précédent. Le mémorandum soumis au président, communément appelé P.R.M. 10 (Presidential Review Memorandum), estime que la puissance des Etats-Unis et celle de l'Union soviétique s'équilibrent et note que le rythme de développement des armes stratégiques des forces soviétiques et des forces terrestres soviétiques en Europe et à la frontière chinoise s'est ralenti (3).

Certains éléments « durs » du Pentagone auraient jugé trop optimiste ce rapport, qui cependant recommande le maintien et la poursuite des programmes de développement des engins perfectionnés de l'arsenal américain, et notamment du sous-marin Trident, des missiles de croisière et de la M-X à rampe de lancement mobile.

Le P.R.M. 10 ne se fonde pas exclusivement sur une appréciation des forces militaires, mais tient compte des facteurs économiques et sociaux, de la priorité technologique américaine et des difficultés politiques et économiques de l'Union soviétique. Une de ses conclusions essentielles est que les relations avec Moscou ne sont plus la préoccupation dominante de la politique étrangère américaine.

HENRI PIERRE.

(Mardi 12 juillet.)

ASIE

Majorité reconduite au Japon

Apparemment, M. Fukuda, premier ministre, n'avait pas tort lorsqu'il déclarait quelques jours avant les élections sénatoriales du 10 juillet, que le recul de son parti en décembre, lors du renouvellement de la Chambre basse, était un phénomène « anormal et temporaire ». Huit mois après avoir infligé une légère défaite au parti conservateur, vite compensée par le ralliement de quelques indépendants, les japonais ont reconduit la Chambre haute une majorité libérale démocrate, même si elle doit suffire à M. Fukuda pour gouverner.

Le recul des conservateurs en décembre ne témoignait-il que d'un simple mouvement d'humeur de l'électorat, irrité par le scandale Lockheed ? On serait tenté de le penser. En effet, ce n'est pas le huit mois que le gouvernement Fukuda a parfois qualifié dans la presse japonaise de « cabinet dormant », à ne convaincre le pays d'une volonté profonde de changement. Les Japonais sont traditionnellement sensibles aux discours de ceux qui ont le pouvoir. En attendant sur la crise qu'aurait provoqué un recul du parti conservateur, M. Fukuda a fait de ce scrutin un vote de confiance qui a permis au P.L.D. de rassembler les siens.

Le parti libéral démocrate tire avantage de la démission de la gauche plus qu'il n'obtient un satisfecit des électeurs pour sa gestion des affaires nationales. Une partie des classes moyennes, qui logiquement devrait le soutenir, ne lui fait plus confiance, comme en témoigne la progression continue des partis à vocation centriste. L'apparition de petits partis en marge des grandes formations témoigne d'un désir de renouveau, même si ces forces dispersées, qui représentent environ un tiers de la communauté nationale, ne peuvent guère se faire entendre sur la scène politique.

Parce que le Japon a assurément maintenu au chef de la crise économique mondiale le débat sur la stratégie du développement et sa finalité, y est moins passionné qu'ailleurs. Dans un pays où parti abîmé par l'industrialisation à outrance, de sérieux problèmes d'en sont pas moins posés. En continuant à faire de la dette une chambre d'enregistrement et en repoussant à plus tard les grands choix, les Japonais risquent d'être conduits au jour à des changements encore plus radicaux que ceux qu'ils refusent aujourd'hui.

(Mercredi 13 juillet.)

LES PARTENAIRES EUROPEENS D'UN IMPORTANT GROUPE D'INVESTISSEMENTS SPECIALISE DANS L'AGRO-INDUSTRIE TROPICALE

recherche pour le BRESIL leur :

REPRESENTANT-RESIDENT

Il sera chargé de :

- la recherche et de la négociation de contrats souvent à niveau Gouvernemental
- la constitution de structures opérationnelles des projets
- la liaison entre les opérations locales et le siège installé en Europe.

Pour cette fonction, le candidat intéressé devra avoir, dans un domaine analogue, un haut niveau de connaissances spécifiques et d'expérience pratique confirmée.

Diplômé de Grandes Ecoles et/ou de hauts niveaux Universitaires spécialisés, intéressé par les techniques, rompu à la gestion, ses connaissances effectives de l'anglais et, éventuellement du portugais, seront vivement appréciées.

Les rémunérations ne constitueront pas un obstacle.

Adresser dossier de candidature sous pli fermé, saisi de l'adresse, sous pli fermé, 37 SM 180, 30, rue de Mogador 75009 PARIS. Discretion assurée.

Centre de Psychologie Appliquée

Canada

Le gouvernement devra trancher entre trois tracés possibles pour le gazoduc du Grand Nord

De notre correspondant

Montréal. — L'exploitation du gaz naturel de l'Arctique (près de 10 % des réserves mondiales) dans la région de Prudhoe en Alaska a franchi une étape importante avec la publication d'un rapport du Bureau national de l'énergie du gouvernement canadien. Celui-ci recommande que le gazoduc projeté suive, jusqu'à Fairbanks, en Alaska, le tracé de l'oléoduc qui a été en « gué » récemment (en territoire américain) et bifurque ensuite vers le Territoire du Yukon, au Canada, pour rejoindre finalement le réseau de gazoducs existant aux Etats-Unis, après avoir traversé partiellement les provinces canadiennes de la Colombie britannique, de l'Alberta et du Saskatchewan.

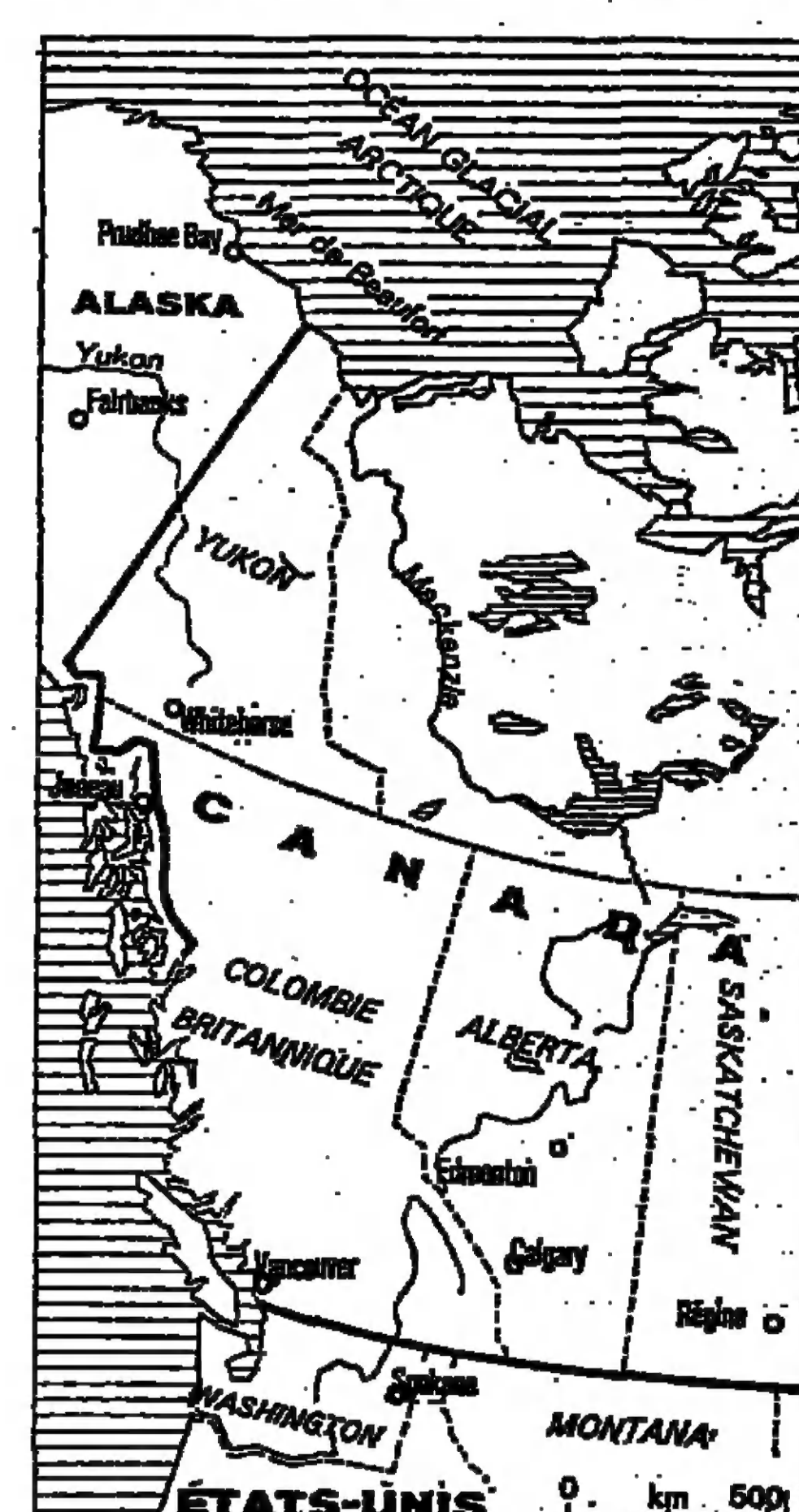
De très grands espaces, comme le territoire du Yukon, les territoires du Nord-Ouest et une partie de l'Alaska, seront considérablement modifiés dans leur équilibre biologique et humain, et bien sûr dans leur structure économique. Dans ces régions de l'extrême nord canadien, la construction d'un gazoduc aura, toutes proportions gardées, autant d'importance que la construction du chemin de fer transcanadien en son pour le pays lui-même, à la fin du dix-neuvième siècle. Le passage d'un pipeline dans l'un de ces deux territoires (le Yukon et les territoires du Nord-Ouest) représentant 3 916 000 kilomètres carrés, un projet de la France) contribuera inévitablement à ouvrir la dernière « frontière » de l'Amérique du Nord.

Bouleversement de la faune

Bien qu'elles soient peu peuplées (le Yukon compte environ 10 000 habitants et les territoires du Nord-Ouest 36 000), la mise en valeur des réserves énergétiques de ces régions pose des problèmes difficiles. La population indienne s'oppose à la construction de tout gazoduc tant dans le nord que dans le sud. Les revendications territoriales et révisées les termes des traités de leurs ancêtres ont pu signer avec le gouvernement fédéral. D'autre part, certains tracés envisagés dans les territoires du Nord-Ouest notamment, bouleverseraient gravement la faune de ce qui est jusqu'à présent un des derniers sanctuaires naturels du globe (la principale horde de caribous qui

de travers le nord du Yukon compte onze mille têtes : c'est un des derniers grands troupeaux au monde qui rappelle les grands rassemblements d'animaux des temps préhistoriques).

Le gouvernement canadien a accueilli avec soulagement la recommandation du bureau de l'énergie. Celui-ci est-il recommandé que l'on transporte le gaz



depuis Prudhoe-Bay vers le delta du fleuve Mackenzie qu'Ottawa se serait trouvé dans une situation délicate. Cette route a été en effet, catégoriquement rejetée par un juge de la Cour suprême du Canada, M. Berger, qui, après deux ans d'enquête sur le terrain, a présenté ce printemps un rapport sur les conséquences qu'aurait ce tracé sur les popula-

tions indigènes et le milieu naturel.

L'enquête du juge Berger est probablement un des efforts les plus sérieux faits par un Etat moderne pour tenter d'évaluer les conséquences de son développement technologique. Les Etats-Unis, dans une gigantesque entreprise qui constitue la construction de l'oléoduc de Prudhoe-Bay à Valdez, à travers l'Alaska, n'ont rien fait de comparable. Si se range à l'avis du

bureau de l'énergie, le gouvernement de M. Trudeau est sûr d'avoir un débat plus calme à la Chambre des communes lorsque la question du gazoduc sera débattue, en principe, dans la première semaine du mois d'août.

Le gouvernement canadien s'est presque engagé à faire part au gouvernement américain de sa décision avant le 1^{er} septembre. Ce sont, en premier lieu, des raisons géographiques qui font de l'exploitation du gaz de Prudhoe-Bay, en Alaska, un problème historique canado-américain. Les utilisateurs de ce gaz, comme ceux du pétrole de l'Alaska, se trouvent en majorité dans les communes des Etats-Unis. Il serait donc plus court et plus économique de faire passer le gaz à travers le Canada.

En outre, le Canada pourrait exploiter rapidement le gaz naturel qui se trouve dans le delta du Mackenzie. Ce gisement est si vaste qu'il pourrait permettre la construction d'un pipeline vers le sud et il serait préférable de le raccorder au gazoduc transportant le gaz de Prudhoe-Bay.

La société Arctic Gas Pipeline a ainsi proposé un gazoduc qui, partant de Prudhoe-Bay, irait jusqu'au delta du Mackenzie, soit en suivant la côte de près soit en passant à l'intérieur des terres. Une fois parvenu au delta, le pipeline remonterait la vallée du fleuve vers l'Alberta. C'est ce trajet qui est le plus dommageable à l'environnement puisqu'il traverserait des terres absolument vierges, ce qui a été déconseillé par le juge Berger.

La seconde solution, qui a le faveur du bureau de l'énergie, est celle de la compagnie Alcan, elle se situe à l'ouest de Fairbanks, avant de partir vers le sud, rejoignant le tracé existant de toute façon suivi le premier projet.

Il existe une troisième possibilité envisagée avec faveur par certains milieux écologistes, où l'on voit d'un oeil inquiet les allures de franc-tireur que se donne depuis quelque temps le Canada en matière d'énergie. Ce projet consiste à faire descendre un gazoduc le long de l'oléoduc qui existe désormais en Alaska et à envoyer depuis le port de Valdez le gaz vers le réseau de gazoducs existant à l'est. Ce serait une solution entièrement américaine, politiquement plus simple pour Washington, mais économiquement moins satisfaisante. Ce tracé est défendu par la société El Paso et il faut attendre que chacune de ces trois sociétés se batte jusqu'au dernier jour pour essayer de faire triompher son projet qui, dans la plupart des cas, entraînera des investissements de près de 10 milliards de dollars.

ALAIN-MARIE CARRON.

(Jeudi 7 juillet.)

ALAIN-MARIE CARRON.

(Mardi 12 juillet.)

La Chambre discute l'accord de...

La Chambre des députés a discuté mardi 12 juillet l'accord de coopération économique et culturelle signé à Paris le 10 juillet entre le gouvernement français et le gouvernement algérien. L'accord, qui a été signé par le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, et le président de la République algérienne, M. Houari Boumedienne, prévoit une coopération étroite dans les domaines de l'économie, de la culture, de la science et de la technique. L'accord est considéré comme un succès pour la diplomatie française et algérienne.

La composition de l'Assemblée

Parti	Sièges
Union démocratique du peuple algérien (UDPA)	100
Front national algérien (FNA)	100
Parti communiste algérien (PCA)	100
Parti socialiste algérien (PSA)	100
Parti libéral algérien (PLA)	100
Parti démocratique algérien (PDA)	100
Parti indépendant algérien (PIA)	100
Parti national algérien (PNA)	100
Parti socialiste algérien (PSA)	100
Parti communiste algérien (PCA)	100
Parti libéral algérien (PLA)	100
Parti démocratique algérien (PDA)	100
Parti indépendant algérien (PIA)	100
Parti national algérien (PNA)	100

La composition de l'Assemblée

Parti	Sièges
Union démocratique du peuple algérien (UDPA)	100
Front national algérien (FNA)	100
Parti communiste algérien (PCA)	100
Parti socialiste algérien (PSA)	100
Parti libéral algérien (PLA)	100
Parti démocratique algérien (PDA)	100
Parti indépendant algérien (PIA)	100
Parti national algérien (PNA)	100
Parti socialiste algérien (PSA)	100
Parti communiste algérien (PCA)	100
Parti libéral algérien (PLA)	100
Parti démocratique algérien (PDA)	100
Parti indépendant algérien (PIA)	100
Parti national algérien (PNA)	100

Albanie

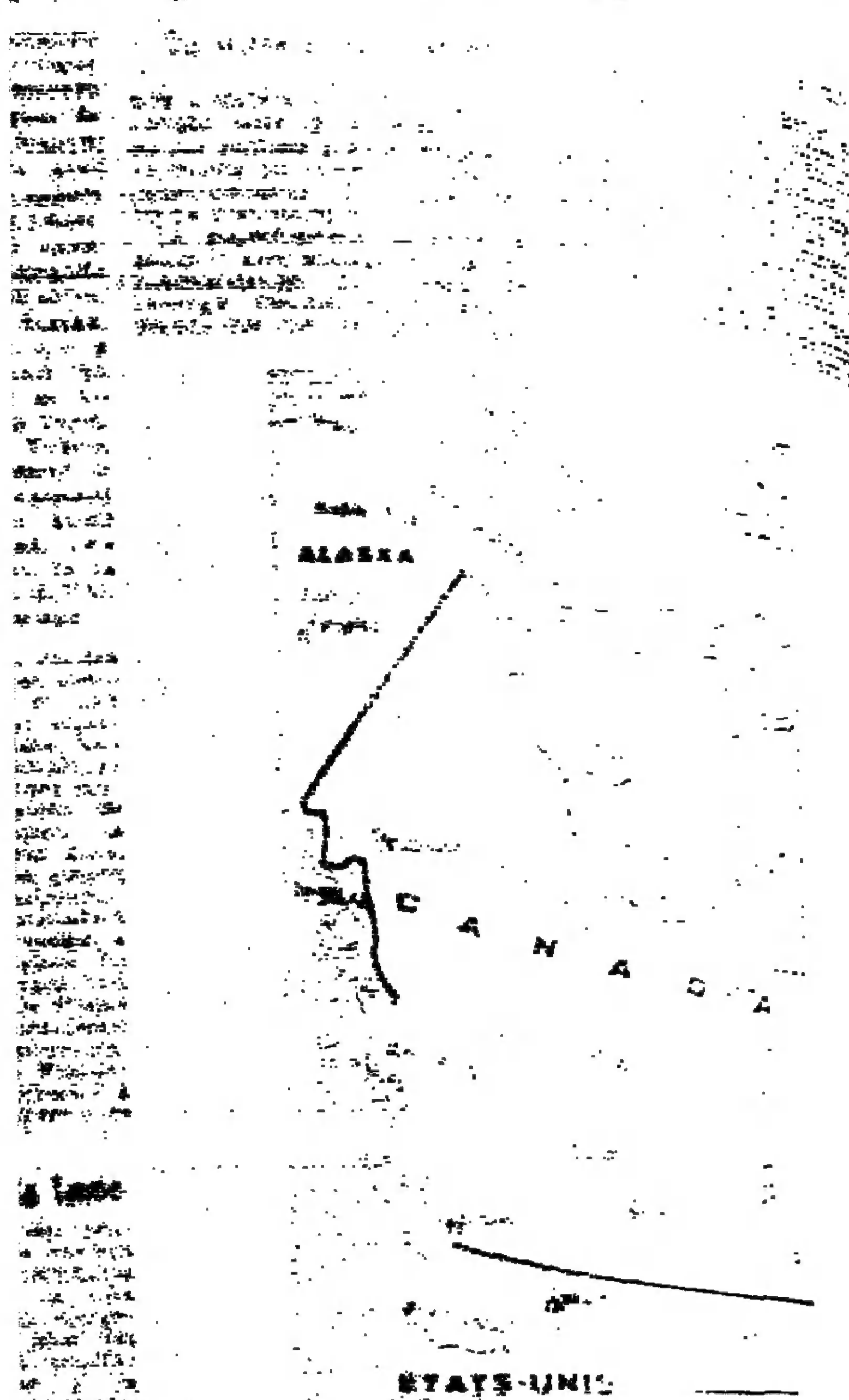
ma dénonce la stratégie de Pékin

Le président albanais, Enver Hoxha, a dénoncé mardi 12 juillet la stratégie de Pékin, qui vise à isoler l'Albanie de l'Europe occidentale. Hoxha a déclaré que l'Albanie ne se laisserait pas influencer par la Chine et qu'elle resterait fidèle à son alliance avec l'Union soviétique. Il a également déclaré que l'Albanie ne se laisserait pas diviser par les efforts de la Chine pour créer une coalition anti-soviétique.

Le président albanais, Enver Hoxha, a dénoncé mardi 12 juillet la stratégie de Pékin, qui vise à isoler l'Albanie de l'Europe occidentale. Hoxha a déclaré que l'Albanie ne se laisserait pas influencer par la Chine et qu'elle resterait fidèle à son alliance avec l'Union soviétique. Il a également déclaré que l'Albanie ne se laisserait pas diviser par les efforts de la Chine pour créer une coalition anti-soviétique.

Canada

Il devra trancher entre trois traces possibles pour le gazoduc du Grand Nord



JOÛR AU DÉFI QUÉBÉCOIS
Le fédéral crée un « groupe
sur l'unité québécoise »

Les héritiers de Mao ne sont pas
cités une seule fois dans le long
éditorial que vient de publier à
Tirana « Zeri i Popullit », organe
du Parti du travail (communiste).
Mais c'est à son manifestement
qu'est administrée avec rudesse
une leçon sur « la théorie et la
pratique de la révolution ». Les
attaques contre l'impérialisme
capitaliste sont mentionnées pour
mémoire dans ce document. La
condemnation sans appel du
« social-impérialisme » est rap-
pelée, sans que l'on cherche à égarer
davantage le dossier : les diri-
geants albanais estiment inutile
de s'appesantir sur ce qui, pour
un « révolutionnaire authentique »,
va de soi.

L'attaque vise les partisans de
la « théorie des trois mondes ». Naturellement, elle frappe d'abord
les États et les révisionnistes
soviétiques, puisque les Yon-
goules se disent liés au tiers-monde
et que les Russes cherchent à
constituer un front commun avec
les États en voie de développe-
ment. Pour les Albanais, la cause
des révisions est entendue : leur
trahison est évidente. Ils sont
dans l'ombre, mais on ne les
trouve maintenant pas les Chinois ?
La thèse de « Zeri i Popullit »
peut se résumer par cette formule
du journal : « Le principe est
des ennemis de nos ennemis sont nos
amis » ne peut s'appliquer quand
il s'agit des deux super-puissances
impérialistes, l'Union soviétique
et les États-Unis. C'est la
politique chinoise inaugurée par
Mao lui-même dans les dernières
années de son règne qui est ainsi
rejetée. En doctrine, l'ancien pré-
sident chinois condamnait égale-
ment les deux super-puissances,
mais en pratique il cherchait au
moins à neutraliser les États-
Unis pour faire face au danger
principal.

Les exemples que cite le journal
de Tirana ne sont pas pris au
hasard : « On a même justifié...

Italie
La Chambre discute l'accord des six partis

(Suite de la première page.)

Au sein de la démocratie chré-
tienne, un phénomène analogue s'est
produit. L'équipe Zaccagnini-Moro
(secrétaire général et président) a su,
sans écart, reprendre le parti en
main, briser les courants, reconstruire
le fichier des militants en éliminant
les morts et les fausses
cartes, remettre en état de marche
les réseaux d'organisations colla-
borantes, contrôler les femmes et les
jeunes. Aux parisiens d'une coalition
avec la droite, il n'est resté aucune
carte en main, sinon celles de
l'attente d'une circonstance — éven-
tuellement des élections anticipées —
qui leur permettrait d'utiliser l'in-
strument ainsi renforcé.

Dans le domaine syndical, l'évolu-
tion a été inversée : au rapprochement
des partis de masse a correspondu
un retour marqué à l'autonomie
des centrales et la paralysie
définitive du mouvement vers l'unité,
dans la mesure où il était géré par
les appareils. Avec l'accession de
M. Bruno Trentin au secrétariat de
la C.G.I.L. (C.G.T. italienne), qui pré-
cède, semble-t-il, son intronisation
au poste de secrétaire général,
M. Luciano Lama prendra sa
retraite, c'est en effet une autre
stratégie unitaire qui s'impose. Pen-
dant de longues années de lutte à
la tête de la fédération des métallur-
gistes, Bruno Trentin a toujours animé
l'unité à la base, dans l'entreprise
même, ordonnant un mouvement

spontanément jailli après les grèves
de l'automne 1968. Les nouvelles
structures que met en place la
C.G.I.L. en tiennent largement compte.
Les appareils dirigeants des deux
autres centrales, U.I.L. (social-démoc-
ratis et républicains), et C.I.S.L.
(démocratie chrétienne), appréhendent cette
évolution, qui marque indirectement
un choix du parti communiste : leurs
propres adhérents ne restent pas
insensibles à ce genre de relance
unitaire.

C'est en l'évoquant, en la stimu-
lant, au cours du printemps, à
côté de la brèche profonde qui

La composition de l'Assemblée

	Majorité « constitu- tionnelle »	Majorité « laïque »	Majorité de droite
D.C.	362	—	262
P.C.I.	222	—	—
P.S.I.	57	57	—
P.S.D.I.	15	15	15
P.L.I.	14	14	14
P.S.I.	5	5	5
Non-inscrite	11	7	4
M.S.I.	—	—	34
P. rad.	—	4	—
Dém. prol.	—	6	—
	596	239	324

D.C. : démocratie chrétienne. P.C.I. : parti communiste. P.S.I. :
parti socialiste. P.S.D.I. : parti démocrate socialiste. P.L.I. : parti
libéral. Non-inscrite : sept élus sur des listes communales, trois partis
populaires sud-tyroliens (proches de la D.C.), un transfuge M.S.I.
italien-droite nationale. P. rad. : parti radical. Dém. prol. :
démocratie prolétarienne.

Albanie
Tirana dénonce la stratégie de Pékin

Zeri i Popullit, organe of-
ficiel du parti du travail com-
muniste albanais, a publié le
jeudi 7 juillet, un long édi-
torial qui constitue, en fait, un
réquisitoire contre la politique
chinoise.

Les héritiers de Mao ne sont pas
cités une seule fois dans le long
éditorial que vient de publier à
Tirana « Zeri i Popullit », organe
du Parti du travail (communiste).
Mais c'est à son manifestement
qu'est administrée avec rudesse
une leçon sur « la théorie et la
pratique de la révolution ». Les
attaques contre l'impérialisme
capitaliste sont mentionnées pour
mémoire dans ce document. La
condemnation sans appel du
« social-impérialisme » est rap-
pelée, sans que l'on cherche à égarer
davantage le dossier : les diri-
geants albanais estiment inutile
de s'appesantir sur ce qui, pour
un « révolutionnaire authentique »,
va de soi.

L'attaque vise les partisans de
la « théorie des trois mondes ». Naturellement, elle frappe d'abord
les États et les révisionnistes
soviétiques, puisque les Yon-
goules se disent liés au tiers-monde
et que les Russes cherchent à
constituer un front commun avec
les États en voie de développe-
ment. Pour les Albanais, la cause
des révisions est entendue : leur
trahison est évidente. Ils sont
dans l'ombre, mais on ne les
trouve maintenant pas les Chinois ?
La thèse de « Zeri i Popullit »
peut se résumer par cette formule
du journal : « Le principe est
des ennemis de nos ennemis sont nos
amis » ne peut s'appliquer quand
il s'agit des deux super-puissances
impérialistes, l'Union soviétique
et les États-Unis. C'est la
politique chinoise inaugurée par
Mao lui-même dans les dernières
années de son règne qui est ainsi
rejetée. En doctrine, l'ancien pré-
sident chinois condamnait égale-
ment les deux super-puissances,
mais en pratique il cherchait au
moins à neutraliser les États-
Unis pour faire face au danger
principal.

Les exemples que cite le journal
de Tirana ne sont pas pris au
hasard : « On a même justifié...

Le P.S. et le P.C. en désaccord sur le sort des filiales
des entreprises « nationalisables »

Le groupe de travail chargé d'actualiser le
programme commun a tenu une nouvelle réu-
nion jeudi 7 juillet. Les représentants des trois
partis de gauche ont poursuivi leurs échanges
de vues sur les nationalisations. Ils ont demandé
à trois experts d'étudier plus en détail certaines
des conséquences des mesures prises, notam-
ment en ce qui concerne le sort des filiales des
entreprises qui doivent être nationalisées.

Le groupe de travail devait siéger à nouveau
lundi 11 juillet et mardi 12 juillet. A cette oc-
casion chaque parti doit déposer l'ensemble des
propositions de modifications qu'il avance pour
les derniers chapitres du programme commun.

semble de ses propositions d'ac-
tualisation concernant les cha-
pitres du programme commun qui
restent à étudier. Les socialistes
ont ainsi voulu fixer une date
limitative au dépôt des propositions
des uns et des autres, car ils
avaient le sentiment que l'ac-
tualisation prenait, au fil des séances,
de plus en plus d'ampleur.

Si l'on peut penser que la to-
lette du texte de 1972 sera ache-
vée à la fin du mois, il restera
encore aux négociateurs à abor-
der deux sujets particulièrement
importants et ardu : la mise au
point d'un calendrier d'appli-
cation du programme commun et
une discussion précise sur les
méthodes et les moyens de l'ac-
tion gouvernementale. On com-
prend en conséquence que le
« sommet » des dirigeants de
l'union de la gauche, qui doit
clôturer la négociation, soit par-
fois envisagé pour le mois de sep-
tembre, à moins que M. Mitter-
rand ne soit décidé à précipiter
celle-ci.

Le premier secrétaire a le sen-
timent que la pression exercée
par le P.C. sur les socialistes
ne peut être maintenue très
longtemps, car les communistes
apparaissent alors comme fai-
sant délibérément traîner les dis-
cussions, ce qui n'est pas bien
reçu dans l'opinion. Il estime que
le P.C. se trouve pris à ce ni-
veau dans une contradiction qui
résulte de la double démarche
qu'il mène. En premier lieu, la
démarche unitaire, dans le cadre
de l'alliance nouée autour du
programme commun, l'oblige à
adopter des positions fermes pour
résister à la concurrence socia-
liste et pour s'affirmer plus à
gauche que lui. En second lieu,
son aspiration à comprimer l'his-
toire « se heurte au fait, qu'à
l'inverse de ce qui se passe en
Italie, les communistes n'ont pas,
à ce niveau d'interlocuteurs poli-
tiques. Il manifeste donc leur
préoccupation d'élargir l'union
du peuple de France » en s'adres-
sant aussi bien aux milieux mili-
taires que chrétiens.

HENRI STIR.

(Samedi 9 juillet.)

Le conflit
du « Parisien libéré »

RETOUR
A LA RAISON

(Suite de la première page.)

L'accord d'aujourd'hui inté-
resse de multiples parties. Le
« Parisien libéré » tout d'abord, qui
y trouvera les conditions de sa
survie, la fin des entraves appor-
tées à sa diffusion, et pourra
retrouver les circuits normaux de
sa distribution. Lorsque les his-
toires de la presse démontrent
l'opiniâtreté d'Emilien
Amaury, lui jure qu'on pou-
vait, dans la région parisienne,
puls au-delà grâce au fac-similé,
fabriquer un journal sans les
ouvriers du Livre parisien. Mais
il était difficile, voire impossible,
de résoudre le problème de la
distribution isolée d'un livre.

Les ouvriers eux-mêmes ont dans
cette issue le bénéfice d'une
longue lutte. Sans doute le mono-
pôle d'embauche — illégal — a-t-il
été, en partie, éliminé. Mais
l'imprimerie du « Parisien libéré »
des ouvriers de la C.G.T., d'autres
de P.O. et les non-syndiqués. Depuis
longtemps, le secrétaire gé-
néral de la C.G.T. avait indiqué par une
« petite phrase » que le monopole
n'était plus une condition préa-
lable.

La presse parisienne va donc
poursuivre sa difficile mutation.
Le changement de procédé d'im-
pression d'un grand nombre de
titres d'aujourd'hui et de tous
les autres dans les prochaines
années n'implique pas seulement
une nouvelle technologie, mais
une importante modification des
normes de travail, des qualifi-
cations, du nombre d'emplois. La
révision maintenant possible —
puisque tout était subordonné au
dénouement du conflit — des
conditions de fabrication pour
aujourd'hui et pour demain
implique la participation des pou-
voirs publics. Cette aide, déjà pré-
vue malgré quelques zones d'ombre
dans le rapport Motin, doit être
acquise au « Parisien libéré », malgré
quelques hésitations de dernière
heure.

Une même sollicitude doit être
accordée à la presse parisiennne
dans son ensemble. D'autres pro-
fessions similaires se reconver-
tent avec l'aide de l'Etat. Si la
presse n'a pas le poids de la
sidérurgie, sa survie est l'affaire
de tous. L'homme ne vit pas seu-
lement d'acier.

JACQUES SAUVAGEOT.

(Mercredi 13 juillet.)

irconstances ance soit respectée

Le Conseil permanent de l'épiscopat français publie conjointement un document sur « Le marxisme, l'homme et la foi chrétienne » et une note de la commission épiscopale du monde ouvrier sur « Foi et marxisme en monde ouvrier ».

L'épiscopat s'y étend avec une longueur inhabituelle sur la conjoncture politico-religieuse. La cohabitation des croyants et des marxistes athées, leurs activités communes, les efforts

Il est des sujets qui ne se démontent pas. Une fois encore, l'épiscopat français revient sur les rapports entre la foi chrétienne, le marxisme, l'homme et la foi chrétienne. « La marxisme, l'homme et la foi chrétienne », se présente comme « un texte fondamental de référence ». Il est évident que Mgr Metzger, vice-président de la conférence épiscopale, aujourd'hui réélu d'une longue majorité, a été l'un des principaux auteurs de ce texte collectif.

Naturellement, les évêques affirment ne pas vouloir s'immiscer dans le domaine politique et à fortiori vouloir peser sur les élections. Si respectable que soit cette réserve, elle ne tient pas devant les faits. Tout un frange de l'électorat catholique, même dans la région de l'Ouest, a été et sera tentée de voter pour les communistes. Un texte comme celui-ci, si nuancé qu'il soit, est de nature

ملکة الامن والاصل

Les évêques français mettent les croyants en garde contre le marxisme

Le Conseil permanent de l'épiscopat français publie conjointement un document sur « Le marxisme, l'homme et la foi chrétienne » et une note de la commission épiscopale du monde ouvrier sur « Foi et marxisme en monde ouvrier ».

L'épiscopat s'y étend avec une longueur inhabituelle sur la conjoncture politico-religieuse. La cohabitation des croyants et des marxistes athées, leurs activités communes, les efforts

Il est des sujets qui ne se démontent pas. Une fois encore, l'épiscopat français revient sur les rapports entre la foi chrétienne, le marxisme, l'homme et la foi chrétienne. « La marxisme, l'homme et la foi chrétienne », se présente comme « un texte fondamental de référence ». Il est évident que Mgr Metzger, vice-président de la conférence épiscopale, aujourd'hui réélu d'une longue majorité, a été l'un des principaux auteurs de ce texte collectif.

Naturellement, les évêques affirment ne pas vouloir s'immiscer dans le domaine politique et à fortiori vouloir peser sur les élections. Si respectable que soit cette réserve, elle ne tient pas devant les faits. Tout un frange de l'électorat catholique, même dans la région de l'Ouest, a été et sera tentée de voter pour les communistes. Un texte comme celui-ci, si nuancé qu'il soit, est de nature

déployés de part et d'autre pour déplacer ou annuler si possible les frictions et les incompatibilités. Le glissement des votes d'une partie des catholiques en faveur de l'union de la gauche, autant d'éléments qui donnent à ce document un relief particulier.

Si les évêques demeurent très fermes sur l'impossibilité de concilier la foi et le matérialisme de Marx, ils concèdent à non-

Église et politique

entre les croyants et les communistes est fort instructif. Les marxistes se font de moins en moins agressifs — surtout en France — à l'égard de la foi religieuse, tandis que les chrétiens, hiérarchie comprise, se gardent désormais de déprécier et, à tort ou à raison, de vilipender, comme jadis, le matérialisme dialectique.

A vues humaines, aucune réconciliation ne semble possible à moins d'abandonner la foi ou d'abandonner le marxisme. En effet, si le christianisme n'est pas ou ne devrait jamais être une idéologie, il n'est sacré que par une vision du monde totalisante, il est par voie de conséquence, ce que le marxisme est par nature. C'est pourquoi les évêques ont raison de rappeler l'impossibilité théorique entre la foi et le marxisme. Ce qui ne les empêche pas — et cela

veau, et peut-être plus volontiers qu'auparavant, que le dialogue et la collaboration, pour risqués qu'ils soient, peuvent continuer à être envisagés sous certaines conditions.

Cependant, ils mettent en garde les chrétiens qui « collaboreraient sans réserve avec les communistes ». A quel M. Maxime Grémetz, membre du bureau politique du P.C.F., a répondu, le jeudi 7 juillet, que son parti continuait, lui, « de faire confiance à la foi » des chrétiens communistes.

consignes en contradiction avec les convictions d'un chrétien. Tel n'est pas le cas.

Le propre du marxisme est, en effet, d'avoir réifié l'idéalisme qui impliquait une certaine distance entre la théorie et la pratique. La philosophie marxiste, qui se veut scientifique (elle ne l'est qu'en partie), incarne viscéralement théorie et pratique jusqu'à les confondre dans une même dialectique. En conséquence, le matérialisme athée imprègne tout acte politique du P.C. Pour un communiste, la fin justifie les moyens : pour un chrétien, la fin dicte le moyen, et si l'on veut, suscite le moyen. La différence est de taille.

Dans son état actuel, le marxisme reste une machine à détruire la foi. On peut imaginer que cela changera. Des hommes (Roger Garaudy, par exemple) se disent marxistes et chrétiens, et appellent de leurs vœux un nouveau marxisme qui ne s'appliquerait pas sur une philosophie

athée. Cet espoir, légitime, demeure une vue de l'esprit.

En fait, la cohabitation chez certains avec le marxisme et la collaboration habituelle entre chrétiens et communistes est une réalité existentielle. Elle se trouve donc tant bien que mal en harmonie, ce qui, essentiellement, est antinomique.

Ainsi progressent les idées : au travers des réalités vécues il faut se garder à la fois d'affirmer que tout réconciliation est à jamais impossible entre le christianisme et les héritiers de Marx, comme il faut se garder de majorer la valeur des « articulations » présentes qui lient plutôt qu'écarter.

Mais, dans l'histoire des idées comme dans celle des hommes, c'est toujours l'avenir qui arrive. On court un risque à enlever l'avenir dans le présent. La vie est souvent plus têtue que les idées.

HENRI FESQUET.

(Samedi 9 juillet.)

LA DÉCLARATION DU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT

Nous ne saurions aligner notre espérance chrétienne sur le matérialisme historique et dialectique du parti communiste

Voici de larges extraits de la note de huit évêques qui s'intitule : « Le marxisme, l'homme et la foi chrétienne » :

La déclaration part d'un constat :

« Le marxisme dépasse largement les partis politiques ; il influence de multiples réalisations sociales et culturelles, telles que des associations de parents, des facultés ou des maisons de la culture. Les gauchistes, les freud-marxistes tentent aussi, à leur manière, de rendre compte des contradictions de la société libérale de cette fin de vingtième siècle. Ils proposent des actions concrètes pour modifier le fonctionnement de l'Etat, de l'école ou de l'entreprise.

« Pour sa part, le parti communiste français fait état public-ment de ses conceptions théoriques et pratiques du marxisme ; la prise en compte des réalités actuelles l'a amené récemment à rejeter la notion de dictature du prolétariat, à prendre des positions nouvelles sur les libertés publiques, les enjeux de la défense nationale, les structures de l'économie, les communistes appellent à « l'union du peuple de France ».

« Des chrétiens, souligne-t-on, utilisent éventuellement les instruments d'analyse marxiste sans pour autant adhérer à ses conceptions du monde et les moyens d'action du marxisme. D'autres, par contre, se disent chrétiens et marxistes ; ils veulent être pleinement marxistes et pleinement chrétiens. Certains entendent même renouveler ainsi l'expression de leur foi.

« Enfin, l'actualité internationale — qu'il s'agisse des débats autour de l'indochine, de la situation dans les pays de l'Est, de l'expansion du marxisme en Afrique noire, des informations qui nous parviennent du Cambodge ou du Vietnam, du silence des chrétiens de Chine — ne peut que susciter interrogations et inquiétudes lorsqu'on voit les théories marxistes traitées en pouvoir politique. A l'opposé, on sait aussi que ce donne en Amérique du Sud, sinon en France, un anticommunisme systématique lorsqu'il se transforme en idéologie de « sécurité nationale » ou lorsqu'il se réclame d'une civilisation dite chrétienne. A chaque fois, la liberté de l'homme et, du même coup, la liberté du croyant sont gravement compromises.

« Après avoir affirmé leur refus d'être une force d'appoint électoral et de céder aux influences de l'actualité électorale, les évêques notent la révolte de certains chrétiens en face des injustices de l'heure et le « malin » de Marx « d'avoir traduit cette protestation en analyse et en pouvoir d'action ». « On comprend l'attraction de cette vision utopique d'une société à son exploitation.

« Mais la vision marxiste tend à réduire l'homme à n'être que la résultante de la production économique et le soumet à un nouveau groupe social dominant. Prendre parti pour le prolétariat comme point de départ exclusif de toute compréhension de la société et de l'histoire, c'est ouvrir la porte à bien des entreprises totalitaires, légitimées au nom de l'efficacité.

« En particulier, la religion n'est, pour les marxistes, que le reflet d'un état social donné, la « projection » de la conscience aliénée », conduisant à disparaître avec la transformation à venir des rapports sociaux et la suppression

des formes d'aliénation avec lesquelles elle aurait partie liée.

« Logiquement alors, le croyant qui collabore sans réserve avec les communistes travaille à sa propre disparition. La pratique et la théorie étant en dépendance l'une de l'autre, le matérialisme entraîne « naturellement » l'athéisme. L'incompatibilité de la foi et du marxisme est d'ailleurs fréquemment affirmée par les responsables officiels du parti communiste. Le processus est tel que les convictions des chrétiens, tant sur la foi que sur l'homme, ne sauraient qu'être vidées de leur contenu. L'athéisme n'est pas, lui, un simple ajout à des conditions historiques de la naissance du marxisme ; plus radicalement, l'athéisme est constitutif d'une pratique matérialiste. Les communistes se disent athées parce que matérialistes, et non le contraire.

« L'épiscopat refuse de conférer au parti ou au prolétariat le monopole de la science de l'histoire.

« La foi n'est pas une « opinion ». « C'est pour cela qu'elle ne peut prendre ces mains tendues dans l'indifférence à ce qui est pour eux, le plus fondamental. C'est pourquoi, aussi, lorsque l'Eglise intervient, elle met l'accent sur les différences des points de vue à propos de l'homme, de la société et de l'avenir de l'humanité.

« Pour le chrétien, il n'y a pas une histoire religieuse et une histoire profane. Il n'y a qu'une histoire.

« Le concepteur chrétien de l'histoire ne saurait être une philosophie idéologique surplombant les rapports concrets de l'homme avec la nature ou la société ; elle est une prise de responsabilité personnelle sur les mécanismes de la matière ou des masses pour construire et retrouver la vocation religieuse de tout homme. Si le marxisme conçoit l'histoire à partir de la « production de la vie matérielle », comme condition de la production de la vie sociale, politique, culturelle, le christianisme ne refuse pas cette action sur les déterminations concrètes de l'existence. Il sait toutefois que ces déterminations de la production ne sauraient rendre compte de tout l'homme, responsable personnellement de sa destinée et de l'histoire commune.

« Le refus de ce qui détruit l'homme »

« Alors, la société politique se fonde sur la reconnaissance mutuelle des personnes et des groupes en les invitant à participer à un projet commun de liberté et d'humanisation de la vie collective. Il y a là des conséquences politiques d'un vivre ensemble évangélique dont le chrétien ne peut faire l'économie, sous peine de se renier.

« On peut se demander si, en définitive, le marxisme ne méconnaît pas ces responsabilités personnelles dans l'action politique. Dans la mesure où il y a un pouvoir absolu du parti sur l'Etat et de celui-ci sur les citoyens — et les expériences historiques sont là pour illustrer cette remarque — les lois et les institutions sont réduites aux intérêts idéologiques et stratégiques d'une partie des citoyens. Si les chrétiens aujourd'hui proclament la nécessité du pluralisme et de la démocratie, c'est pour contester les violences d'un libéralisme sans contrôle,

mais aussi d'un totalitarisme qui impose la soumission. Dans l'un et l'autre cas, la dignité des personnes, élément fondamental de l'existence de l'homme comme tel, n'est pas respectée. Il y a là, dans les deux cas, le début d'une action au sein de la société.

« La déclaration fait état du refus de l'Eglise de « ce qui détruit l'homme et le réduit à n'être qu'un instrument de production, un consommateur de biens ou un moyen stratégique dans une action politique. Que Marx ait eu raison à ce sujet, la réflexion sur le poids de l'économie et des rapports de production dans l'histoire des hommes de la société industrielle ne peut nous amener à soumettre tout le devenir de l'homme à cette dépendance historiquement déterminée. D'autant que l'économie ne peut rendre compte de tout ce qui habite une vie d'homme, dans la souffrance et la mort, dans l'amour et la tragédie, dans le péché et la grâce. Toutes actions le risquant à une part de vérité que nous n'ignorons pas, et nous ne voulons pas nous contenter d'en dénoncer les limites et les dangers. Né en terre chrétienne, il nous amène à nous interroger sur les images de Dieu et de l'Eglise que nous donnons. Pour autant, nous ne saurions nous en tenir à l'humainisme de la foi et la trace du Créateur en chacun de nous, aligner notre espérance chrétienne sur le matérialisme historique et dialectique du parti communiste ».

« En conclusion, les évêques déclarent : prendre très au sérieux ce que vivent des chrétiens et des marxistes combattant côte à côte au service de la justice. Si nous affirmions avec les communistes eux-mêmes — des incompatibilités théoriques et pratiques entre la foi des chrétiens et le marxisme — nous accuserions le risque d'un dialogue et d'une confrontation ; mais il nous faut en préciser les limites, car les chrétiens entendent bien rester eux-mêmes.

« Trois catégories d'hommes sont distinguées : ceux qui sont proches du marxisme ; ceux qui se veulent « chrétiens et marxistes » et pleinement chrétiens ; ceux qui adhèrent au parti communiste.

« Nous n'avons pas, disent les évêques, à donner des conseils dans un domaine qui relève de la responsabilité propre des chrétiens dans leur choix de société. Mais il est nécessaire de dissiper des malentendus : les mêmes mots de justice ou de libération, repris politiquement, n'ont pas toujours le même sens pour les chrétiens et les marxistes.

« Sur des objectifs concrets et seulement là, il est possible aux chrétiens et aux marxistes de travailler ensemble.

« Enfin, les évêques signalent l'écueil d'un capitalisme générateur d'injustices que d'un collectivisme destructeur des libertés et reconstruisant l'urgence « d'inventer des votes nouvelles et des nouveaux styles démocratiques ».

(Vendredi 8 juillet.)

« Documents Episcopat, G.C.P. 33 239 04, 1, rue de la Sorbonne, 105, rue du Sac, 75341 Paris cedex 07. (4 F.)

LISEZ
Le Monde
des Philatélistes

LA NOTE DE LA COMMISSION ÉPISCOPALE DU MONDE OUVRIER

Accueillir la philosophie marxiste pour la « questionner »

Un document : « Foi et marxisme en monde ouvrier » accompagne la déclaration du Conseil permanent de l'épiscopat français sur le marxisme (le 8 juillet). Il a été rédigé par la Commission épiscopale du monde ouvrier, que préside Mgr Michel Vial, évêque de Nantes (aujourd'hui NN ES Proc. sard, Gerbault, Kervennic, Rlobé, Mazien, Bourrat, Cadillac, Lecronier). Son intérêt est d'avoir été réalisé par des hommes qui sont en contact direct et permanent avec des représentants chrétiens du monde ouvrier et de présenter en conséquence l'aspect pratique des choses.

Ce document, en préparation depuis deux ans, prend la suite d'une réflexion analogue parue en juin 1972. Le thème du présent texte est « le dialogue avec des militants chrétiens qui ont fait du marxisme une philosophie ». On ne saurait y déceler d'opposition à la déclaration du Conseil permanent de l'épiscopat sur le marxisme, mais une prise de conscience que les auteurs ont tenu à le préciser dès le préambule.

C'est dans la conjoncture de 1977 que se sont placés les rédacteurs : chômage, licenciements, baisse du pouvoir d'achat, etc.

On constate l'évolution des rapports entre les militants chrétiens et le marxisme. Ce n'est pas souvent qu'il y a une transformation véritable de la société n'est possible sans le concours des communistes. Le marxisme tient une place prépondérante dans l'ensemble du milieu ouvrier inversement, « les communistes prennent de plus en plus au sérieux les militants chrétiens ». La présence active des prêtres ouviérs et des religieuses au travail conduit certains marxistes à s'interroger sur la vraie nature de la foi.

« Les chrétiens refusent nettement d'être « motés » par les ouvrages ou projets socialistes avec le royaume de Dieu. Ce qu'ils veulent c'est vivre Jésus-Christ dans toute leur vie ouvière (...). L'option marxiste et la foi ne nous dispensent pas de les accueillir, mais elle requiert de notre part un questionnement rigoureux et lucide.

« Le document remarque que la tension apparentement insurmontable entre la foi et certains courants philosophiques a été, de fait, progressivement dépassée (...). « Même si les philosophes d'aujourd'hui portent la critique de la religion et de la foi à un degré jamais atteint dans le passé, elle a une raison suffisante pour dépasser de l'acte à la foi de tous ceux qui sont influencés par elle ? Nous ne pouvons le penser. »

Une vision globale de l'homme et de l'humanité

La note attire, d'autre part, l'attention sur le fait qu'il ne faut pas « faire jouer à la foi un rôle qui n'est pas le sien, celui d'inspiration immédiate de l'action ». D'ailleurs, « l'expression de la foi chrétienne est restée historiquement liée à un certain type d'humanisme qui n'est pas celui des travailleurs ».

On ne se cache pas que, « dans un monde où des militants chrétiens attachés par le marxisme ont pris leurs distances par rapport à la foi. Aujourd'hui, il s'en trouve qui pensent pouvoir méditer dans

une organisation marxiste sans pour autant adhérer au matérialisme marxiste et à l'athéisme qui lui est lié ».

Après avoir rappelé que « le Christ est l'apanage absolu de l'histoire » et que l'athéisme interdit de prendre de quelque façon son parti des inégalités et des injustices, les auteurs de la note estiment avec Paul VI que « le christianisme porte en lui-même une vision globale de l'homme et de l'humanité ».

« Nous savons, par ailleurs, les difficultés d'un dialogue entre chrétiens et marxistes. C'est pour qu'on ait une intelligence de la foi est plus que jamais nécessaire à pour répondre à la critique de la religion par les marxistes.

« Bien des points restent à clarifier quand il s'agit de la foi avec les analyses politiques. La foi n'est pas une idéologie (...). C'est une tâche difficile, épineuse (...). Faire de la foi quelque chose de purement idéologique est une solution que militants, prêtres et évêques doivent dépasser par un effort rigoureux de réexpression de la foi. »

On remarquera la qualité spirituelle de ce document qui affirme que « la prière empêche la coupure entre la pratique et la foi », une telle coupure risquant de détruire la foi et le christianisme. Notre ministère d'évêque nous rend particulièrement responsables, avec les prêtres, de veiller à ce que les communautés de croyants rencontrent Dieu dans la prière et les sacrements.

En conclusion, on lit : « La bonne nouvelle de la présence actuelle du Christ vivant au cœur de l'humanité n'est pas une option parmi d'autres. Elle est la révolution même de la véritable vocation des hommes et du monde. Nous ne pouvons nous laisser de l'homme, en lien avec ce que les hommes de notre temps bâtissent et espèrent, car elle ouvre à l'histoire humaine des perspectives insoupçonnées de libération et de communion ».

« On peut se procurer cette note au service du secrétariat de la Commission épiscopale du monde ouvrier, 20, place du Marché-Saint-Roch, 75001 Paris.

(Samedi 9 juillet.)

Le Monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

« LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS »

Pour la seconde année consécutive, « Le Monde de l'éducation » publie un « palmarès des universités », en étudiant l'éventail des disciplines analysées : outre les lettres, les sciences, les sciences sociales et humaines, y figurent la médecine (pour Paris) et les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs et de commerce.

La domination parisienne se renforce. Les universités de la capitale « produisent » à elles seules plus du tiers des doctorats en lettres et en sciences. Plus de la moitié des élèves qui entrent à l'Ecole polytechnique proviennent des classes préparatoires parisiennes. Les établissements parisiens sont presque toujours en tête pour les sciences sociales et humaines (Dauphine pour l'économie ; Sciences-Po Paris pour les sciences politiques ; l'Ecole des hautes études en sciences sociales pour la sociologie ; Paris-VII pour la linguistique ; Paris-V pour la psychologie).

Malgré cela, certains établissements de province obtiennent des résultats remarquables. Ce sont, en particulier, ceux des « grandes métropoles universitaires » du Midi — Aix-Marseille, Lyon, Grenoble, Montpellier, Toulouse, Bordeaux — ainsi que Strasbourg. Parmi les établissements de moindre taille, il faut citer Nice, Lille ou Dijon. Les universités les plus récentes ont du mal à « décoller ». Certaines, toutefois, y parviennent dans quelques secteurs spécialisés, comme Orléans, Brest, Mulhouse ou Le Mans.

● La tribune des législatives : les points de vue de Jean-Pierre Sotesson (P.R.), Louis Ménéndez (P.S.), Jacques Guyard (P.S.-Ceres) et un choix de livres d'enfants pour les vacances.

Egalement au sommaire :

Une interview du responsable des questions d'enseignement au P.C. Italien ; Conte : histoire du téléphone qui s'était enroulé ; Les nouveaux manuels de système ; Les métiers de l'esthétique ; Que faire avec un B.E.P. : carrières sanitaires ou sociales ?

« LE MONDE DE L'ÉDUCATION »

Le numéro : 5 F

Abonnements (11 numéros) : France, 50 F, Etranger, 68 F. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Téléphone : rédaction 246-72-23 et administration, abonnements 820-63-03.

Les prisons, première entreprise française de sous-traitance

« L'ébarbage, c'est bien parce que cela ne prend pas trop de place dans la cellule. Une petite caisse contient plusieurs milliers de pièces de serrure. Tandis que les dossiers en carton, c'est plutôt envahissant. » Dans leur cellule de la maison d'arrêt de Melun, où le numéro du jour a été mal à se glisser et doit être renforcé en permanence par un ampoule électrique, où une ténacité tient lieu de sanitaire, et où des piles de caisses de dossiers envahissent une bonne partie des 10 mètres carrés (prévu pour un seul détenu), Jacques et Jacques, vingt-cinq et vingt-huit ans, expliquent ce que signifie pour eux travailler en prison.

« L'ennui, c'est qu'on ne peut pas pratiquer l'ébarbage de ces pièces de serrure très longues, car on a vite fait de mal aux doigts. En une heure, on arrive au maximum à deux mille pièces, payées 8,50 F. Glisser vingt chemises en carton dans une pochette en plastique est rémunéré 18 F. Au total, on atteint 1 000 F par mois et l'on travaille sans arrêt. Mais, avec toutes les retenues, on n'en reçoit que la moitié. Je voudrais passer au service général, m'occuper des repas ou du nettoyage. C'est moins payé, mais on peut bouger. Quand le soir, le travail devient routinier, justement parce que l'on a besoin de mal travailler. »

Dans une autre cellule, Patrick s'occupe de la manutention de pochettes de crayons-tout-multiples. Ses codétenus ont gagné en sept heures 35 F pour confectionner mille pochettes, lui recevra 7 F pour les emballer. Sa feuille de paie du mois dernier se décompose ainsi : rémunération brute de 930 F, soit, après prélèvement des cotisations de la Sécurité sociale dont bénéficient maintenant les détenus, 873 F, sur lesquels l'administration retient 210 F pour frais d'entretien (50 % du salaire, avec un maximum de 7 F par jour) : 174 F (20 %) sont versés sur un livret de caisse d'épargne, moitié pour constituer un pécule de sortie, moitié pour les condamnations pécuniaires. Il reste 488 F pour « cantiner », c'est-à-dire pour acheter papier hygienique, dentifrice, lessive, papier à lettres, nourriture, café, cigarettes, etc.

« Je répartie les travaux entre détenus en attendant ceux qui

sont plus ou moins bien payés », explique le « contremaître », détenu de vingt-huit ans. Avant, l'éclairage était à la maison d'arrêt de Melun, mais il n'a jamais eu de mal à le régler. En prison, il n'y a que des prévisions de passage et des condamnations à moins de dix-huit mois, comme le sont 80 % des détenus en France. Et puis, de toute façon, quand le soir, ce sera l'heure d'aller au dortoir, il ne pourra pas passer que de la nuit. Depuis cinq ans que le suis ici, j'ai déjà obtenu mes C.A.P. de typographe et de linotypiste. Lors de ma libération conditionnelle, dans trois ans, j'aurai ainsi un emploi sans rapport avec celui que j'exerçais avant. Cela m'aidera à oublier le jour où j'ai tué ma maîtresse. Pour l'instant, l'essai de mettre un peu d'argent de côté : je gagne 9,50 F de l'heure, soit 1 650 F brut par mois et 650 F net.

A la Maison d'arrêt de Bourges, François s'indigne : « Le nettoyage, opération qui consiste à munir d'une attache des équerres, est rémunéré à un taux qui ne permet pas de gagner plus de 3 F de l'heure. Aussi certains détenus se bornent à produire de quoi s'assurer le strict nécessaire à leurs besoins immédiats, ou même, dégoûtés par cette honteuse exploitation, s'abstiennent de travailler. » Cette diversité de rémunérations et de qualité des formations est une des principales caractéristiques du travail pénal. En bas de l'échelle, les services généraux, où cinq mille cinq cents détenus travaillent comme auxiliaires de l'administration pénitentiaire, en servant les repas, par exemple, ou 6 F à 18 F par jour. Chaque prison disposant d'un budget déterminé pour le service général, son partage entre un nombre de détenus supérieur à celui prévu fait baisser leur rémunération.

Où l'on retrouve le chômage

Les entreprises du secteur privé utilisent, par le système de la concession de main-d'œuvre, et le plus souvent dans leurs cellules, huit mille cinq cents personnes pour un peu moins de 500 F par mois en moyenne, sans retenues. La rigide hiérarchie des établissements pénitentiaires emploie dans ses ateliers : près d'un million de détenus, rémunérés en moyenne 650 F par mois, pour effectuer divers travaux, souvent qualifiés (imprimerie, menuiserie, tannerie, confection, etc.), pour les besoins des administrations et services publics, et depuis peu en sous-traitance pour le secteur privé. Alors que cette formule, dépendant directement de l'administration, devrait, selon les recommandations des Nations unies, être la règle, elle ne touche en France que moins de 5 % de la main-d'œuvre pénale.

Enfin, cinq cents détenus environ sont en formation professionnelle et reçoivent, à ce titre, environ 400 F par mois et près de dix cents travaillent à l'extérieur, en semi-liberté, pour des salaires égaux ou supérieurs au SMIC.

Pour l'ensemble de ces différentes formules, le problème le plus préoccupant actuellement est celui du chômage, qui touche près de la moitié des détenus. Bien souvent le prisonnier désireux de travailler, pour se procurer le matériel ou quelques produits d'hygiène ou du papier à lettres, ou pour tenter d'oublier le climat d'oppression et sa misère sexuelle, doit attendre de longs mois avant d'obtenir satisfaction. Le travail devient ainsi une corvée permettant de faire régner l'ordre.

Au sein de l'Association pour la création d'emplois dans les prisons, au ministère de la justice une jeune équipe s'efforce de convaincre les entreprises de l'intérêt d'employer de la main-d'œuvre pénale : faible coût et possibilité d'adaptation des effectifs à la quantité de travail (pas d'indemnités de licenciement) sont notamment mis en avant.

MICHEL SIDHOM.
(Mercredi 6 juillet.)

La France et l'Allemagne fédérale vont développer ensemble la technique des surrégénérateurs

Le 5 juillet, a été signé, au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), un important accord de coopération franco-allemand dans le secteur des surrégénérateurs nucléaires. Cet accord comporte deux volets. Le premier concerne la recherche et le développement et prévoit une collaboration étroite et de longue durée entre le C.E.A., l'Institut Max-Planck de Karlsruhe (G.F.R.). Le second concerne la commercialisation de la technique utilisée, dont l'exclusivité est confiée à une société franco-allemande nouvellement constituée, la SERENA, dont le capital de départ sera contrôlé à 65 % par des capitaux français.

Cet accord, qui devrait déboucher sur un renforcement de la coopération entre les deux constructeurs de réacteurs surrégénérateurs : Novatome (France) et I.N.B. (R.F.A.), associé à l'aventure industrielle des réacteurs à neutrons rapides trois autres pays européens, la Belgique, les Pays-Bas et l'Italie, par le jeu des alliances précédemment conclues. Trois mois après que M. Carter ait décidé de suspendre le programme de développement des surrégénérateurs américains, l'Europe marque ainsi sa volonté de suivre sa propre voie.

Il aura fallu plus d'un an aux négociateurs français et allemands pour signer l'accord de coopération qui devrait permettre aux deux pays de développer industriellement la technique des surrégénérateurs. C'est au mois de mai 1976 que les grandes lignes de cette coopération avaient été tracées, lors d'une rencontre à Bonn de MM. Mantz, délégué général à l'énergie, Giraud, administrateur délégué du Commissariat à l'énergie atomique, et Haunschild, secrétaire d'Etat au ministère fédéral de la recherche et de la technologie.

Parallèlement, la collaboration entre les deux constructeurs Novatome et d'interatom, est un partenariat aussi prestigieux que dangereux. Le groupe allemand, fort de ses moyens financiers, de son réseau de vente et de sa puissance, pourrait, si l'on n'y prenait garde, tirer la couverture à lui. Considérons de ce danger, les initiateurs de la coopération franco-allemande ont donc demandé aux deux constructeurs de collaborer, afin de parvenir à terme à la constitution d'une filiale commune.

Que penser de cet accord ? Poser cette question, c'est s'interroger sur la manière dont le C.E.A. a négocié l'utilisation industrielle de son avance technologique dans les surrégénérateurs. Certains dénoncent sans doute la collusion entre le Commissariat et un groupe privé. Mais le C.E.A. pouvait-il faire cavalier seul ? N'aurait-il pas pris ainsi le risque de voir se déve-

loper une technique concurrente ? Pour autant que l'on puisse en juger — certaines classes de l'accord restent secrètes — le C.E.A. n'a pas fait cadeau à Siemens. Pour les tenants d'une étroite coopération industrielle européenne, qui ont vu maints projets rester dans les cartons, la signature de ce document est une date. Survenant trois mois après que M. Carter ait décidé de suspendre le développement des surrégénérateurs aux Etats-Unis, elle sonne comme une réponse claire, sinon comme un défi.

PHILIPPE LABARDE.
(Mercredi 6 juillet.)

MÉDECINE

AU COLLOQUE DE L'INSTITUT PASTEUR

Les défenses contre le cancer

« La recherche est la forme la plus vivante et la plus fructueuse de l'épargne », a dit M. Sourdille, secrétaire d'Etat à la recherche, lors de la matinée qu'il a passée, le 30 juin, à l'Institut Pasteur de Paris. Les Français accepteraient plus facilement de ne pas consommer la totalité des moyens dont ils disposent s'ils comprennent l'importance pour leur avenir et pour leur bien-être des recherches biomédicales, et la nécessité d'investir pour leur soutien.

Rappelant que la part de l'Etat dans le finan-

cement des travaux pastoriens atteignait à présent 50 %, M. Sourdille a confirmé que cette participation ne postulait aucune « prise de tutelle » mais impliquait de la part des chercheurs un devoir d'information — tant à l'égard des pouvoirs publics qu'envers les citoyens qui assument ce financement.

L'organisation d'un colloque sur le thème « Immunologie et cancer » et la visite par le secrétaire d'Etat de trois unités de recherche, dont celle du génie génétique, répondaient très précisément à ce désir d'information.

Les protocoles des réactions inflammatoires, qui produisent, au point quelconque de l'organisme, même strictement limité, déterminent une résistance accrue d'ordre général envers de multiples agressions tant bactériennes que parasitaires ou malignes. Une telle constatation montre qu'il existe de véritables « médiateurs » capables de stimuler les défenses contre les agressions les plus diverses (y compris le cancer) et dont l'identification permettra de mieux comprendre le déterminisme de la cancérisation et sans doute les moyens de l'en-

UN REDRESSEMENT SPECTACULAIRE

M. SOURDILLE a évoqué « l'extraordinaire symbiose, unique en France, entre recherche, enseignement et production qu'offrent les Instituts Pasteur ».

Le bilan de l'exercice 1976 confirme pour l'Institut Pasteur-Production un redressement très remarquable.

De 1972 à 1976, le chiffre d'affaires est passé de 63,5 millions de francs à 150,5 millions de francs, soit près de deux fois et demie le montant initial, et une progression annuelle de 25 %. Pour la première fois depuis de très longues années, Pasteur-Production a un bénéfice d'exploitation de 7 millions de francs (à comparer aux déficits de 6,5 millions, de 4,9 millions et de 1,5 million de francs des années 1973, 1974 et 1975). Ce redressement rapide a été réalisé tout en apportant aux centres de recherche de Pasteur une part importante de leurs ressources financières.

Les ventes se sont accrues de 15,8 % cette année et le directeur de Pasteur-Production, qui préside M. Jean Hardy, entasse poursuivre l'effort considérable de réorganisation qui a permis, grâce à l'action inséparable du professeur Jacques Monod, un redressement aussi spectaculaire, redressement que ne laissent plus espérer, il y a deux ans seulement, les difficultés à première vue insurmontables qui compromettaient la survie du plus illustre des Instituts français de recherche.

M. Sourdille a également évoqué l'étude qu'il entendait entreprendre avec Mme Simone Veli, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, à propos des regroupements éventuels dans l'industrie pharmaceutique. Il faisait ainsi allusion essentiellement à l'hypothèse d'une coopération entre Pasteur-Production et Méliorix : un tel regroupement (peut-être sous forme de prise de participation par l'Institut Pasteur d'une part du groupe Méliorix) ferait de cet ensemble le premier groupe européen de fabrication de produits « biologiques ».

Les boucliers des cancers

Les travaux des professeurs R. Faure et F. Jacob (Le Monde du 7 décembre 1974) ont permis d'isoler une substance étrange, spécifiquement produite par les tumeurs malignes et qui inhibe les défenses naturelles que devrait normalement opposer l'organisme à cet envahissement malin.

Les travaux visant à l'isolement et à l'identification de cette substance se poursuivent, et il se confirme qu'elle « protège » la tumeur maligne, tel un bouclier, en inhibant les réactions inflammatoires et les déplacements de macrophages (cellules participant aux défenses naturelles) qui correspondent à la mise en œuvre du processus d'élimination.

Les recherches actuelles du professeur Faure concernent l'el-

L'ECOLI DE CARPENTRAS

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

Le 30 juin, le président de la République a visité l'écologie de Carpentras. Il a été reçu par le maire, M. Jean Hardy, et par le directeur de l'écologie, M. Jean Hardy.

LA MORT DE NABOKOV

Cosmopolitisme et nostalgie

Vladimir Nabokov est mort le 2 juillet à Montreux (Suisse) où il résidait depuis 1960. L'écrivain était âgé de soixante-dix-huit ans.

Revenant par tous, à l'exception des siens, Vladimir Nabokov n'appartient qu'à son siècle. « Je suis un Russe tricolore, un Américain qui fut élevé en Angleterre, un Saint-Petersbourgeois qui a un grossissement parisien en russe, mais n'en a pas en français... », disait ce grand élève du gymnase du prince Tchenchev à Petrograd et du Trinity College de Cambridge.

Nabokov n'a jamais eu de malheur à lui. Les tranches, tour à tour écartées de sa vie (toutes de miroirs réfléchissant la silhouette narcissique d'un dandy exilé) ont fait de sa œuvre ce qu'elle est aujourd'hui : son foyer, sa géographie. Comme chez Proust, Kafka, Joyce, ses frères en marginalité et en génie. Entre sa propriété de famille en Russie — il y chassait les papillons, jouait avec son père aux échecs, au tennis et découvrait la poésie — et le palais désert et somptueux de Montreux, où il vient de mourir, son existence n'a été qu'un jeu de cache-cache avec une fertile nostalgie.

Perte des terres, solitude et émigration ne signifient nullement perte d'un certain style d'écriture et de vie, au contraire : « La nostalgie que l'on entreprend pendant toutes ces années n'est qu'un sentiment hypertrophié de la perte de l'enfance, en aucun cas quelque regret pour des billets de banque », disait encore Nabokov. Ce pays, cet amour, cette enfance, les voilà enfin retrouvés : « Ada ou l'Ardeur », un livre somptueux où les odeurs subtiles de la cerise russe se confondent avec les effluves des vastes prairies américaines.

Cosmopolite, sans être le prisonnier de ses errances — ses traductions en anglais de Tchekhov, de Pouchkine, de Gogol sont admirables — Nabokov dimait pratiquer, en prenant ses distances, l'humour et le jeu, le « jeu de l'humour ». Comment ne pas admirer la savante construction de « Lolita », parodie tragique, faussement érotique, où Humbert Humbert, héros d'une histoire policière, tout aussi parodique, réussit, en poursuivant son fantasme délirant de nymphette, à démolir le mythe puritain d'une Amérique sans défauts ?

Et, pourtant, pour l'écrivain, la littérature n'est qu'un jeu, l'encre d'une ombre, puisque la nature elle-même est tout aussi illusoire, infini jeu d'images où les formes et les couleurs se mélangent, se perdent, se retrouvent. Inutile donc de chercher un message dans cette œuvre élégante, achevée.

« Pourqu'il expliquer, alors qu'il n'y a qu'à décrire ? » se demandait-il.

Le centenaire de Hermann Hesse

Au moment où l'on fête le centenaire de sa naissance, il n'est pas inutile de situer Hermann Hesse dans sa génération. Elle compte notamment, c'est à dire germanophone, Thomas Mann, Rilke, Robert Musil, Franz Kafka, et, côté français, André Gide, Paul Valéry, Marcel Proust, tous nés entre 1869 et 1883. Génération extraordinaire qui devait connaître la fin d'une certaine Europe, se mesurer avec l'œuvre et l'influence d'un grand aîné, Siegmund Freud (né en 1856), et qui semble n'être apparue au dix-neuvième siècle que pour mieux couvrir de son ombre et de sa lumière tout le vingtième siècle.

Dans la vie d'Hermann Hesse, le Jeu des perles de verre a entraîné rempli une période allant de 1931 à 1942. Dès 1935, Hermann Hesse définit cette œuvre comme la somme de sa vie et de sa création. Il le termine au plus noir de la guerre, le 29 avril 1942. Le livre paraît d'abord en Suisse et ne connaît jusqu'à la fin de la guerre qu'une diffusion limitée. Thomas Mann en reçoit néanmoins un exemplaire en Californie où il vit en exil.

Le Docteur Faustus se situe principalement pendant les années maudites de l'Allemagne — nazisme et guerre de 1933-1945 — le Jeu des perles de verre se situe à distance de notre présent en la faisant entrer dans une période de l'histoire assez curieusement désignée et condamnée sous le nom de « feuilletonisme ».

Il faut entendre sous ce mot de « feuilleton » un ensemble désordonné fait de polémiques, d'une littérature d'anecdotes, de libertés débridées et de violences consécutives à une dévalorisation du langage. Pendant cette période, une personnalité ne peut se distinguer et s'épanouir que dans l'anomalie, d'est-à-dire en opposition avec la société. Il y a en période feuilletonniste une affinité indéniable entre le génie et la criminalité.

Puis une réaction à ce déclin de la civilisation occidentale s'est dessinée. Il y a eu d'abord une renaissance de la musique inaugurée par le dévouement des musiciens de la décadence, puis par les écrits de Jean Sibelius, Bach, puis par son fils Friedemann. Il faut ensuite citer l'influence de l'Union des poètes de l'Orient qui devaient annoncer le jeu des perles de verre sous son aspect contemplatif. L'histoire de la vie de Josef Knecht, maître du Jeu (Magister), se situe dans un savoir lointain et indéfini. Le récit de Hesse paraît se dérouler en plein Moyen Âge. Il mêle ainsi étroitement roman historique médiéval et science-fiction.

L'ère nouvelle se définit d'abord à la différence de notre temps (feuilletonisme) par l'harmonie non seulement possible mais nécessaire entre la norme et le génie. L'homme génie ne saurait être ni un anormal ni moins encore un monstre. Au contraire, il se distingue du commun par une adaptation plus complète à la société de son temps. L'homme

dans lequel la réalité n'entre que sous la forme d'un symbolisme exsangue appelle plusieurs observations.

On est d'abord frappé par son analogie à contrario avec l'univers d'un écrivain contemporain de Hermann Hesse, Franz Kafka (1883-1924), qu'il connaissait d'ailleurs bien et qu'il a appelé « le roi secret de la prose allemande ». La parenté est d'ailleurs littéraire, puisque le héros du Château, de Kafka, s'appelle K, celui du Procès, Joseph K, celui du Jeu des perles de verre, Josef Knecht (1). Mais, bien entendu, la situation des K de Kafka se définit comme l'opposée de celle du K de Hermann Hesse. Les héros de Kafka se trouvent rejetés à l'extérieur de la circonférence dont nous parlons. Ils s'acharnent à y entrer, mais finalement elle les écrase. Josef Knecht, nourri dans le sérail, élu parmi les élus, ne connaît qu'un problème : sortir du monde clos et artificiel du Jeu dont il a épuisé les ressources et s'aventurer au dehors, où il ne sait sans doute pas que la mort le guette. S'il meurt noyé, c'est peut-être pour avoir désiré ce club très jaloux et fermé du jeu des perles de verre ?

L'un des thèmes principaux du roman de Hermann Hesse est l'assaut que, sous mainte et mainte forme, le monde extérieur fait subir à l'intégrité de la petite communauté du Jeu, et les défenses que cette communauté lui oppose. Parmi les élèves qui seraient pu entrer dans le club avec tous les avantages et tous les renoncements que cela implique, beaucoup s'en vont et se tournent vers des carrières de médecin, d'ingénieur, d'homme politique, devenant de surcroît amants, maris, pères de famille. Pour les autres, les fidèles, dont Josef Knecht fait partie, la question se pose doublement : qui a pris le parti du courage, de la générosité, de l'amour de la vie ? Les déserteurs ou ceux qui sont restés ?

Cette question majeure — l'alternance entre la vie retirée et le don de soi à la société — est l'une de celles qui tourmentent le plus Hermann Hesse et son héros Josef Knecht.

Le Jeu — qui est capable de mettre en rapport les métaphores et les inversions d'un poème de Góngora et la trinité de la plante Vesta — place toutes les époques sur le même pied et ne considère aucune spéculation comme aberrante. La mythologie chrétienne, la logique aristotélicienne, l'alchimie, la physique quantique sont équivalentes et s'éclaircissent mutuellement. C'est qu'il s'agit de systèmes qui commencent à se défaire, mais pas de « vérités » renvoyant à une réalité extérieure considérée comme l'ultime critère. Le jeu, nous dit-on, enveloppe le joueur comme la circonférence son centre, et lui donne la conscience d'un milieu où tout est harmonie et symétrie.

Ce paradis spirituel et intellectuel

vient de paraître

- Roman**
JEAN-PIERRE FAYE : *Les Portes des villes du monde*. — Dans la collection qui a été inaugurée avec le *Plaid* de Jean-Louis Bory, Jean-Pierre Faye se livre à son tour, à cette expérience de roman paré, à deux : celle de la ville, celle de l'autre. (Belfond, coll. « Le désir fou », 180 p., 39 F.)
- Guillaume Hanoteau et Claude Heymann : Le Producteur. — Un homme de plume et un homme de pellicule se sont associés pour écrire ce roman d'un homme fou-foi-foi de cinéma. (Fayard, 360 p., 39 F.)**
- Historie**
GEORGES BORDONOVE : *La Vie quotidienne de Napoléon en route vers Saint-Hélène*. — L'ordinaire des jours d'une route vers l'exil et la déportation. (Machecroix, 278 p., 36 F.)
- MAX HEILBRONN : La Princesse Trubetskoi. — Une renaissance en miniature par des textes choisis de la vie et du rôle d'une des figures de l'insurrection russe de 1925. (Éditions français réunies, 235 p., 30 F.)**
- ROBERT LACEY : Sa Majesté Elizabeth II et la Maison de Windsor. — Un reporter du *London Sunday Times* a vu « vécu » avec la reine d'Angleterre. Pour tout bon républicain nostalgique de la monarchie des autres. Traduit par Sabine Delante et Hervé-François d'Alsace. (Bleuvert - Sequoia, coll. « Documents - Témoins », 262 p., 58 F.)**
- Historie**
MICHEL ROQUEBRET : *L'Épopée caribbe 11 et la Mission de Winston*. — Après l'insurrection, publiée en 1970 pour la période 1198-1212, l'auteur nous en donne une deuxième sous le titre de la déposition. (Privat, 482 p., 130 F.)
- Politique**
JILIAN BECKER : *La Bourse à Babel*. — La traduction de l'enquête d'un journaliste américain publiée aux États-Unis sous le titre *Hunter's Children*. (Fayard, 355 p., 58 F.)
- Essai**
JACQUES LEAUTE : *Nature violente*. — Le directeur de l'Institut de criminologie de Paris livre à une réflexion sur la criminalité, la délinquance, mais aussi les instincts de nous. (Denoël, coll. « Regards sur le monde », 185 p., 36 F.)
- Récit**
VINCENT BUGLIOSI et CURT GENTRY : *William Manson*. — Le récit de ce « classique » de crime par le procureur qui dirige l'insurrection et soutient l'assaut. Traduit de l'américain par Dominique Flac. (Laffont, coll. « Vécu », 469 p., 54 F.)

EMMANUEL TODD.
(Vendredi 8 juillet.)
* NAPOLEON OU LE MYTHE DU SAUVEUR, de Jean Tulard, Fayard.

littérature

En 1789, la France, privée de principe de légitimité monarchique, a perdu son équilibre politique. Elle ne l'a jamais entièrement retrouvé. Elle oscille depuis, sur longues périodes, entre régime d'Assemblée et pouvoir personnel d'un sauveur. Napoléon est le premier de ces sauveurs. L'attitude de la société française à un moment donné face au mythe napoléonien est un révélateur du climat politique. Comme un papier tournesol indique le caractère acide d'une solution, l'intensité du bonapartisme mesure la tendance à la personnalisation du système politique français. L'ombre de Napoléon est sur Boulanger, Pétain ou de Gaulle. Elle n'est pas sur Giscard, plus proche de Talleyrand, tombeau proche de l'Empereur, malgré la V^e République qui institutionnalise le sauveur, et nous habituera sans doute à être sauvés tous les sept ans.

Parce que le mythe napoléonien renvoie sur la France, on peut, on doit réécrire, à l'infini, la biographie de ce premier sauveur. En 1977, la France est peut-être dans le doute. Jean Tulard nous donne une biographie nuancée, presque fractionnée, de Napoléon, qui détaille l'homme mais le dissout dans son environnement historique. Fasciné par le personnage, il le réduit pourtant, par l'analyse historique. Souvent, il le dit grand et le montre petit. Cette synthèse très complète est plus qu'une biographie, un tableau général de la société napoléonienne, mêlant agréablement débats historiques de fond et anecdotes plaisantes. La petite histoire peut éclairer la grande. Ainsi, le « débat » sur les femmes de Napoléon révèle que les

« The little big man »

plus belles du temps — Mme Tallien, Mme Récamier, Alexandrine de Bieschamps — ont résisté à l'Empereur. « Voilà qui fera rêver sur les limites de la dictature napoléonienne. »

Tulard montre bien l'essence de la stabilisation napoléonienne, transfert des énergies révolutionnaires vers l'action extérieure — reconversion déjà largement opérée par le Directoire. Sous le Consulat, puis l'Empire, s'organise une nation paisible et bourgeoise, plus rentière et administrative que commerçante — le règne des notables. C'est déjà la France de Balzac. Le modèle français de révolution bourgeoise — contrairement au modèle britannique — n'ouvre pas la voie à la révolution industrielle. Dans le prolongement de l'œuvre révolutionnaire, la modernisation administrative et légale va très vite : code civil, Conseil d'État, préfets. On sent le sauveur poussé par une bourgeoisie qui sait ce qu'elle veut.

Si l'on excepte un an de paix, après le traité d'Amiens de 1802, la France est en guerre. Mais quelle guerre de révolutions ? L'armée française vit surtout à l'extérieur du pays, de pillages et des compensations obtenues de l'Autriche ou de la Prusse après chaque campagne victorieuse. Financièrement, la guerre nourrit la guerre. La conscription débarrasse les campagnes des bras inutilisés accumulés par soixante ans d'expansion démographique, faisant ainsi monter légèrement les salaires ouvriers. Seul point noir : le Blocus continental prive les notables de sucre et de café. L'Europe, bien sûr, est à feu et à sang. Les pays de langue allemande, l'Italie, l'Espagne, une

partie de la Russie, sont dévastés. Des grands pays européens, seule la Grande-Bretagne échappe à l'occupation ou à l'invasion. Tulard nous donne tous les éléments pour juger, mais il ne dit peut-être pas dans un savoir lointain et indéfini. Le récit de Hesse paraît se dérouler en plein Moyen Âge. Il mêle ainsi étroitement roman historique médiéval et science-fiction.

L'ère nouvelle se définit d'abord à la différence de notre temps (feuilletonisme) par l'harmonie non seulement possible mais nécessaire entre la norme et le génie. L'homme génie ne saurait être ni un anormal ni moins encore un monstre. Au contraire, il se distingue du commun par une adaptation plus complète à la société de son temps. L'homme

perceur abdique et que le régime s'effondre. « Le gouvernement impérial cessait après 1807 d'être celui d'une classe pour devenir le jouet des caprices d'un individu. » Le système politique a pris quelque autonomie à l'égard de la société, il ne dépend plus d'une bourgeoisie en mal de stabilisation.

La France a inventé la levée en masse, et par conséquent la guerre totale. L'affrontement idéologique également, puisque les armées françaises s'employaient à liquider le féodalisme et à exporter le code civil. Napoléon n'est pourtant pas un idéologue ou un théoricien. Il ne sait pas qu'il forge l'Europe moderne et ses hautes nations. Plus tard, à Sainte-Hélène, il réfléchira sur son rôle historique. Empereur, il vit un rêve glorieux, plutôt rétro, accroché à Alexandre et à l'Antiquité. Napoléon Bonaparte est en fait le prototype de quelque chose de beaucoup plus inquiétant : celui du chef d'État qui peut tout, non parce qu'il est génial, mais parce qu'il a atteint ce que Bertrand de Jouvenel a appelé « la chambre des machines », ce centre de commandement d'un appareil d'État qui tient bien sa société.

Notre sauveur n'est pas un super-héros. Ses démentis avec les clairs coes, son hésitant 18 brumaire, montrent assez qu'il est un politique médiocre, ou plutôt, qu'il ne domine la politique que quand elle-ci se confond avec l'administration, quand elle se réduit à une technique du commandement. Sa spécialité doctrinale est le jugement sec et banal, la platitude à forme militaire. Napoléon est un grand stra-

tège, un tacticien remarquable — les plus farouches réducteurs de culte de la personnalité auront du mal à démontrer le contraire. Cependant, on ne dira jamais assez les raisons sociologiques des victoires françaises. La France est alors la Grande Nation : elle a l'une des populations les plus nombreuses du continent et probablement le meilleur appareil administratif centralisé d'Europe. Elle est unie par un sentiment national tout frais, unique au monde.

Tout-puissant, militaire, Napoléon choisit de faire la guerre. Tulard sait tout de Napoléon, mais il ne cherche jamais à s'enfermer dans une interprétation linéaire du personnage. Il laisse le lecteur juger. Ce n'est pas le moindre mérite de ce livre. Mais toute biographie politique objective a tendance à tuer, comme à mettre à plat son héros. Le culte de la personnalité — des empires mésopotamiens et égyptiens aux systèmes totalitaires modernes — a pour fondement l'émouvement d'une société devant sa propre puissance. La division du travail et l'organisation étatique font que l'individu se sent dépassé, automatisé, écrasé par sa société. Dans cet édifice social qui paraît, qui est, plus que la somme de ses parties, il cherche un centre pensant, un homme comprenant et dominant l'ensemble. Supérieur.

Sur la puissance de la France post-révolutionnaire, on a collé une étiquette : Napoléon.

EMMANUEL TODD.

(Vendredi 8 juillet.)

* NAPOLEON OU LE MYTHE DU SAUVEUR, de Jean Tulard, Fayard.

ARTS ET SPECTACLES

RUBENS A ANVERS

La puissance et la gloire

Le génie de Rubens n'est pas de ceux qui se manifestent « avec des allures d'insurrection », pour parler comme Baudelaire à propos de Courbet. Rubens n'est, au contraire, lentement, sagement, formé, et tout ce qu'il y a en lui de feu, d'excitation foudroyante, de « furia di pennello », comme on disait, ne sera jamais que le fruit d'une longue patience, de savoir calculer, d'un immense savoir méthodiquement acquis. En quelques mots et à peu près, voici comment les choses se sont passées.

Rubens n'est pas né à Anvers, mais en Westphalie, où son père, suspect d'hérésie, avait dû s'exiler. C'est pourtant à Anvers qu'il doit son éducation intellectuelle et son éducation mondaine (il fut quelque temps page chez une grande dame de la cour). Une éducation mondaine qui fit de lui, en beauté aidant, un des hommes les plus aimables de son temps, rompu à tous les usages de cour, diplomate honoré de la confiance des souverains et capable de séduire n'importe qui, à l'exception de Richelieu, qui, voyant en lui un agent espagnol, le détestait et fit interrompre la série de la vie d'Henri IV.

Une éducation intellectuelle qui est le point de départ de son exceptionnelle culture, une culture qui, dans une époque inclinant plutôt vers la barbarie, est celle d'Erasmus, de Montaigne, des humanistes du seizième siècle. Rubens savait parfaitement l'anglais, l'italien, le français, le latin. Ses collections étaient célèbres, « on l'amusait avec Plutarque ou Sénèque pendant qu'il peignait » (Fromentin), et, parlant de « M. Rubens, qui est né pour plaire et délecter en tout ce qu'il fait et dit », Peiresc ajoutait que « sa conversation était la plus érudite » qu'il ait « jamais eue, surtout en matière d'antiquité, où ses connaissances étaient les plus exactes et universelles ». C'est en particulier à son étonnante familiarité avec la mythologie que Rubens doit son sens de la surmature. L'élan épique de son imagination.

Quant à son éducation artistique, le milieu à la fois très flamand et très italien dans lequel il fit ses premiers pas est trop complexe pour qu'on puisse l'évoquer ici. Disons seulement que son principal maître fut cet Otto van Veen, qui tintait son nom en Otto Venius, peintre un peu frigide et très conservateur qui put pourtant le garder de la sophistication provinciale du maniérisme anversois, la forme aux disciplines classiques et surtout l'encouragement à partir pour l'Italie.

De grands corps blancs et nus

Il y a de 1600 à 1608 comme attaché au service du duc de Mantoue, petit prince à peu près nul qui possédait cependant une des plus belles collections d'Europe et eut la bonne idée d'envoyer son protégé en mission à Madrid, où il découvrit Titien, son dieu. Pendant ses huit années italiennes, Rubens parcourut toute la péninsule, édifiant autour de Rome, malgré les ornières du duc, trouvant son chemin de Damas auprès des Vénitiens (cf. *l'Adoration*, de Fermo, hélas !

absente), travaillant pour les églises, copiant tout ce qu'il peut trouver de monnaies, de camées, de marbres antiques. Quelques admirables dessins (*la Bataille d'Anghiari*, le *Baptême du Christ*) ainsi que les tableaux des premières salles de l'exposition montrent aussi avec quel soin il a regardé Michel-Ange, Raphaël, Léonard, les géants de Jules Romain au palais du Té. Et surtout peut-être Caravage, dont il reprend textuellement certains motifs dans des œuvres comme la *Mise au tombeau* ou le groupe splendide des *Quatre Évangélistes* conservé à Potsdam. Rubens n'a jamais oublié ses Flandres et d'autres dessins nous montrent qu'il connaissait fort bien la peinture flamande. Mais son œuvre est, à bien des égards, le suprême épanouissement de la culture intellectuelle et figurative de l'Italie de la Renaissance et du premier âge classique.

Age classique, âge baroque ? Ces catégories n'ont pas tellement de sens dans le cas de Rubens, même si l'habitude s'est prise d'opposer l'un à l'autre en ces termes les deux grands triptyques des années 1610-1614, *l'Érection de la croix* et *la Descente de croix*, qui, avec le *Coup de lance* et la *Mort de saint Jean*, de Bruxelles, sont peut-être les sommets de la dramaturgie catholique et que l'on peut voir aujourd'hui à la cathédrale d'Anvers. L'alternance entre l'éclat oratoire et la rêverie apaisée, l'intimité lyrique et la fureur sacrée, est moins liée chez Rubens à des problèmes de style ou d'évolution qu'à la nature des sujets, que la commande inspire autant que le choix, et à la richesse de sa personnalité.

Brutal parfois jusqu'à d'incroyables violences (« Un gisant habillé de satin », disait Baudelaire à propos de certaines scènes de martyre), Rubens a parlé de sa jeunesse, du grand âge, de l'âge mûr, avec toute l'émotion, tout le respect dont l'être humain est capable, ainsi dans les trois merveilleuses *Sainte Famille* réunies à l'exposition ou dans la bouleversante *Vierge aux Saints*, de l'église Saint-Jacques. Et il est remarquable que le cheval fou de *l'Érection de la croix* soit à peu près contemporain des grandes compositions pondérées et silencieuses (*la Mort de Narcisse*, *Jupiter et Io*, *Sire Baccho et Vénus* frigit Venus), des grands corps blancs et nus (*la Forêt de chair trache*), de Baudelaire, pour le citer dans un de ses meilleurs jours) qui rassemblent la salle III de l'exposition. La maîtrise, à notre sens, d'autant qu'on y verra un tableau peu connu (*Samson et Dalila*) qui est peut-être l'œuvre la plus étrange et, pour une fois, perverse, que Rubens ait peinte.

La fécondité de l'imagination, le médier indéfiniment heureux, ne sont pas tout : il faut qu'avec eux s'accorde le milieu et le moment. Dès son retour à Anvers, Rubens bénéficie de circonstances exceptionnellement favorables : la protection des gouverneurs des Pays-Bas méridionaux, l'archiduc Albert et l'infante Isabelle (on les voit dans une belle esquisse du retable de Saint-Idelfonso, aujourd'hui à Vienne), l'esprit de la Contre-Réforme qui fait se mul-

tiplier les commandes d'églises, rendues d'ailleurs nécessaires par les destructions survenues lors de la période des troubles. Et les missions diplomatiques que lui confient les archiducs feront de lui une sorte de vedette internationale, introduit dans toutes les cours européennes, chargé par les souverains de commandes festives pour l'organisation méthodique de son atelier, lui permet d'écouter sans déailliance.

Sa vie privée n'est pas moins heureuse que sa vie publique. En 1609, il épouse Isabelle Brandt, qui sera pour lui une compagne parfaite, achète une maison dont il fera un palais, puis un château aux environs d'Anvers. Travailleur infatigable, il se lève chaque jour à 4 heures, entend la messe, peint ou dessine jusqu'à 8 heures de l'après-midi, fait une promenade à cheval avant de recevoir ses amis et de préparer le travail du lendemain.

Devenu veuf, il épouse en 1630 une jeune fille de seize ans, Hélène Fourment, qui lui donne de beaux enfants et dont il a laissé d'admirables portraits, celui en particulier qui est présenté ici, de la Fondation Gulbenkian, visage illuminé de joie, chair nacrée se détachant sur une symphonie frémissante de noirs qui relèvent seuls quelques rubans violets. Les plus beaux portraits de Rubens sont ceux qu'il a peints de sa famille, mais l'exposition d'Anvers nous montre aussi quelques-uns des chefs-d'œuvre que lui ont inspirés l'amitié ou la vie officielle, celui du comte d'Arundel, de Michel Ophovius, celui surtout de Marie de Médicis (Prado), autre symphonie de noirs magistrales d'autorité belléventiste et d'éclat.

Shakespeare et Rabelais

Le portrait de Marie de Médicis, ainsi que quelques esquisses venues de Munich et de Leningrad, évoquent la plus célèbre œuvre de Rubens, destiné au Luxembourg et aujourd'hui au Louvre. Nous avons dit que l'hostilité de Richelieu avait fait interrompre la série parallèle de la vie d'Henri IV (une catastrophe pour l'histoire de l'art, si l'on en juge par l'extraordinaire brio des deux tableaux qui sont conservés aux Offices), il ne pouvait être question de transporter des œuvres de dimensions aussi importantes. Mais les très nombreuses esquisses rassemblées à Anvers rappellent avec bonheur les prodigieux travaux de Rubens, les grandes commandes de religion, de mythologie et d'histoire qu'il exécuta à partir de 1617 : les plafonds de Saint-Charles-Borromée (détruits en 1718 par l'incendie), les cartons de l'histoire d'Achille : l'histoire de *Decius Mus*, la tenture du triomphe de l'*Eucharistie*, destinée par l'infante Isabelle à un couvent madrilène ; le plafond de Whitehall (une des merveilles de Londres) ; le décor de la Torre de la Parada, exécuté à la demande de Philippe IV et inspiré des *Métamorphoses* d'Ovide.

Quelle que soit la part de l'atelier, on ne peut qu'être stupéfié par la fertilité d'invention de Rubens,



Étude pour l'Adoration des bergers (Fermo, Italie).

son aisance narrative, son indépassable équilibre, la facilité avec laquelle il résout les plus difficiles problèmes d'éclairage et de perspective (ainsi, dans les plafonds de Saint-Charles). Et la galeté, la gaillarderie, la bonhomie épique, l'humour, tous ces facteurs, ces soudards, ces gros hectors à mollets rebondis, dont le caractère trop grand retombe sur des moustaches de plectre de baroque ! Ici, on passe à Shakespeare ; là, c'est Rabelais et presque Offenbach. Quel peintre a jamais manifesté une aussi joyeuse familiarité avec la fable et l'histoire ? Quel artiste a jamais autant imaginé ? Lui-même disait : « Chacun a son génie ; mon bonheur est tel que jamais l'entreprise, encore qu'elle fût démesurée en quantité et diversité de sujets, n'a surmonté mon courage. »

Rubens n'a pas été seulement, avec Titoret et Bernin, le plus fameux peintre en scène de l'opéra chrétien (ce qui ne l'a nullement empêché, à une époque, de chanter dans toutes ses œuvres un hymne à la volupté comme en n'en avait guère entendu depuis Lucrèce), il a donné à son temps les mythes fondateurs de la confiance enfin retrouvée, après les crises et les désastres de la fin de la Renaissance. Ses grands cycles narratifs, ses allégories, ses tableaux d'histoire (*Mars et Vénus*, les splendides *Moïse* et *Abigail*, du musée de Detroit), annoncent l'apogée de la culture classique, qui est à la fois la culture des sages et la culture des princes, disent tout ce que la redécouverte de l'Antiquité apportait à l'imagination du monde moderne, signifiant le sacre et le triomphe de l'Europe monarchique ; ainsi, dans les projets de décoration exécutés en 1625 pour la « joyeuse entrée » à Anvers du nouveau gouverneur général des Pays-Bas méridionaux, le cardinal-Infant Ferdinand d'Autriche. La puissance et la gloire, mais aussi, à travers l'enchantement romanesque, la palpation passionnée du Jardin d'amour, la triomphe de la vie.

Dernière remarque : le catalogue n'est pas ce qu'il devrait être.

ANDRÉ FERMIER.

(Jeudi 7 juillet.)

* Anvers, Musée royal des Beaux-Arts. Jusqu'au 20 septembre.

LES FEUX DE LA SAINT-JEAN A MONTBÉLIARD

« Proletaires de tous les pays, descendez dans vos propres profondeurs, cherchez-y la vérité et créez-la : vous ne la trouvez nulle part ailleurs », disait Makino, le paysan ukrainien révolutionnaire.

Une population écrit son histoire

À Montbéliard, les prolétaires de chez Peugeot cherchent depuis sept ans leur « vérité ». Chaque année, à la Chiffonne, à la ZUP de la Petite-Hollande, à la ZUP de la Citadelle, les quartiers donnent à voir des petites pièces de théâtre qu'ils ne jouent qu'une fois (ou deux) et qui sont les morceaux d'un puzzle dont personne ne connaît le dessin final ; elles ne sont que l'aboutissement transitoire d'une recherche plus fondamentale, un jalon dans un travail de longue haleine, un point virgule dans un roman.

Montbéliard, c'est Peugeot, qui fait venir d'Alsace et de Lorraine, des Vosges et de Pologne, de Corse et d'Algérie, des dizaines de tous âges. Trente-six mille habitants, dont près de cinq mille immigrés : « Une ville schizophrène », dit Armand Gatti venu tourner, en 1973, sept films avec les étrangers (films qui ont été projetés au cours de la semaine), « terre de béton, tours, cages, blocs, caves... ». peut-on lire dans *Chiffonne collective* le document remis par Jean Hurstel avant son départ aux comités de quartier et où il dresse le bilan d'une action toute en questions.

Samedi, à la ZUP de la Petite-Hollande, quartier non terminé, les filles se sont faites belles et les mobylettes pétaradent dans les allées. Il ne pleut pas pour une fois et les familles se rassemblent autour des treteaux où il y a des danses, autour du bûcher qui va bientôt brûler. Cria, rires, exclamations, on ne reconnaît pas les H.L.M. de la Petite-Hollande. Le sous-sol de l'école est bourré à craquer d'enfants, de parents, venus assister au spectacle donné ce soir par des habitants du quartier : le Temps des Journées. Dans un décor plus que simple, aux trois étages, des dispersés dans une salle, au milieu des enfants qui courent et qui se font gronder parce qu'ils empêchent de voir, une douzaine de comédiens jouent le *Quotidien imaginaire de Veronique*, le *Quotidien imaginaire de Pascal*, la *Solitude de Mounir*, la *Poste et le Téléphone*, la *Rumeur*. Titres donnés aux tableaux qui sont un peu l'album photo d'un quartier où vivent ensemble mais séparés Français et immigrés. Tableaux éparpillés dans l'espace comme l'est l'histoire des hommes dans le béton de Montbéliard, et dans lesquels on lit l'ennui, les interdits précis, les rêves de femmes, les cancanes aussi. Il y a des histoires à la Petite-Hollande.

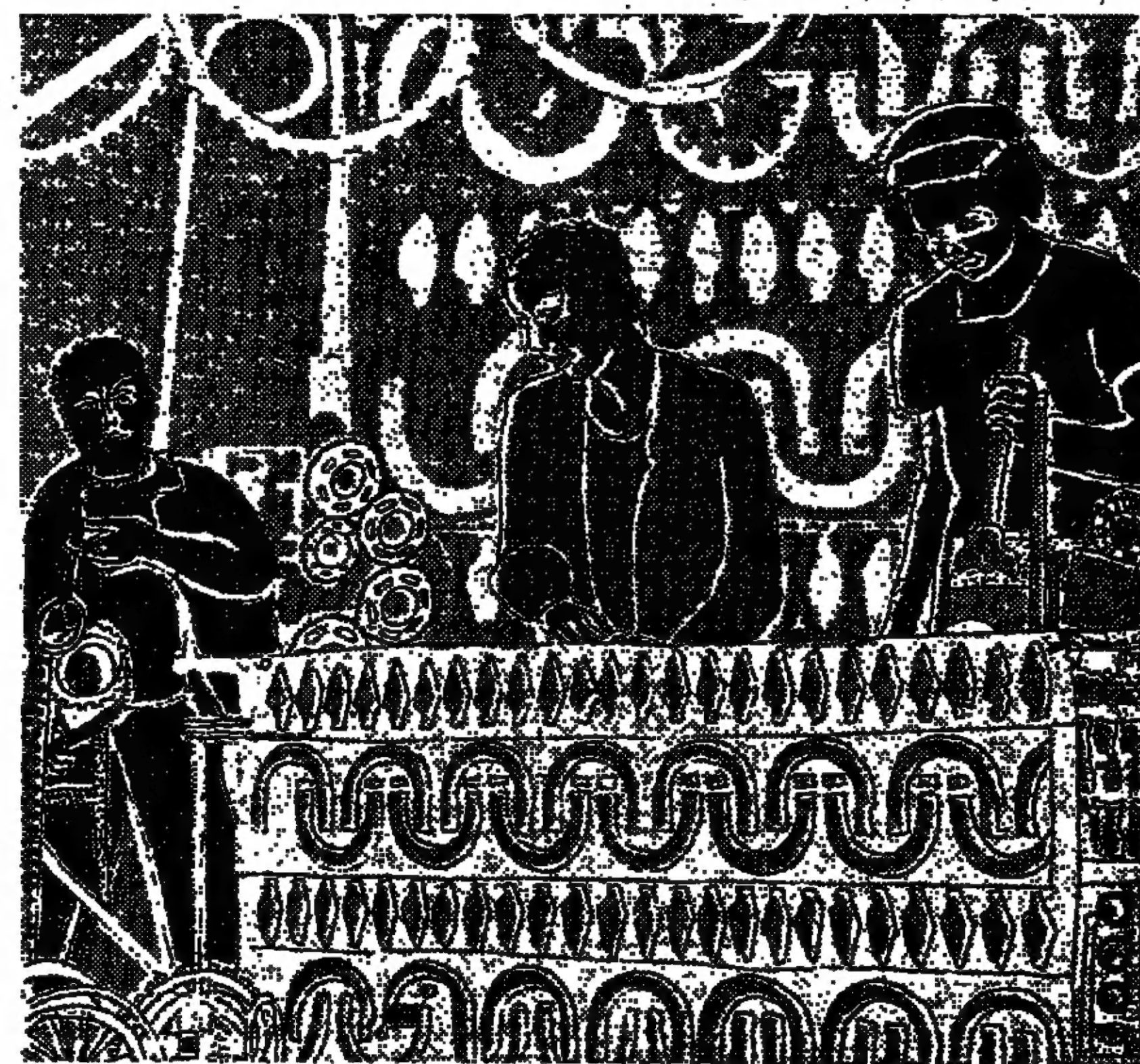
On parle beaucoup de la petite Sophie... L'amour, quand il arrive, se heurte au racisme « ordinaire ». Sophie affronte la rumeur.

L'important n'est pas dans l'histoire, somme toute un peu mélo (et qui se termine par le triomphe de l'amour sur les préjugés), l'important, lui est ailleurs, dans la communication immédiate, bruyante, entre le public et les habitants du quartier sur scène. Le théâtre n'est pas une chose sacrée à la Petite-Hollande, on le vit comme si on allait au marché, les réflexions sont lancées à voix haute, on rit très fort quand trois immigrés répètent avec application : « Peugeot est un grand patron », « Mounir est un grand patron », « Mounir est un grand patron ». C'est fascinant et incompréhensible, sans pour la salle qui réagit au moindre geste, qui comprend l'ampleur de l'ennui absolu développé par chaque chute brutale, le désespoir et la révolte aveugle exprimés par les sept « loulous » de la Chiffonne.

A la Chiffonne, autre quartier de Montbéliard, quartier sous-prolétaire, les jeunes et les adultes se réfléchissent dans la glace tendue par sept chômeurs de dix-huit ans, qui ont tous bûché ensemble l'année, c'est par là que le spectacle incontestable celui-ci, petits tableaux encore, joués sans décor, sans costume, sans un mot, dans une violence totale au milieu des rires durs. Un jeune en salopette de garagiste, cheveux flamboyants, sourit sans dents, boucle à l'oreille, se cogne dans des tables et se fait mal, les autres se bousculent. C'est fascinant et incompréhensible, sans pour la salle qui réagit au moindre geste, qui comprend l'ampleur de l'ennui absolu développé par chaque chute brutale, le désespoir et la révolte aveugle exprimés par les sept « loulous » de la Chiffonne.

Dehors il est tard, les défilés aux flambeaux ont tracé leur chemie lumineuse dans tous les quartiers, la pluie s'est mise à tomber et les immenses bébèques allumées s'échappent au milieu des gens qui se précipitent. Des orchestres qui plient bagage. On cherche à la Petite-Hollande où continuer le bal, on ouvre les portes de la très minuscule Maison de quartier, les Polonais en costume montrent leurs danses, tout le monde boit et danse. Les enfants s'endorment en regardant leurs parents.

Depuis huit jours Montbéliard fait la fête, et chaque quartier, à tour de rôle, a donné « son » spectacle. Les Bâtisseurs du Parc ont joué la vie d'un habitant, de la naissance à la mort, histoire d'un homme qui ne décide jamais pour lui. La



Extrait des « Cahiers collectifs ».

Citadelle a mis en scène les deux poupées géantes qui ont été créées quelques mois auparavant pour le carnaval. M. et Mme Citadelle s'installent dans leurs meubles après un affrontement.

Qu'on ne s'y trompe pas : le Temps des Journées, l'annuaire, c'est pas la pluie, ne sont pas des « œuvres d'art ». Préparés pendant un peu moins d'un mois au rythme d'une à deux réunions par semaine, par des groupes de sept, quinze, vingt habitants dans chacun des quartiers, ces petits spectacles (il y en a d'autres en cours d'année) sont l'expression unique, précieuse, imparfaite et irremplaçable d'une population mise depuis quelques années « en état de création ». Ils sont le résultat d'un travail long et lent, d'un travail souterrain mené par quelques animateurs. Il a eu ses impasses et ses moments (l'expérience de Gatti avec les travailleurs immigrés a été particulièrement convaincante, le Monde du 30 janvier). Cette démarche hasardeuse, aux débouchés inconnus, au développement chaotique (l'animation culturelle se fait parfois dans des bagarres ou couteaux), va à contre-courant de ce qui se fait habituellement en France, où l'animation est presque fondée sur la diffusion de spectacles « extérieurs » auxquels on espère amener la population.

À Montbéliard, les gens se réunissent pendant deux mois par an, tous les soirs, pour fabriquer leurs « Géants » : les jeunes, les « loulous » qui ont malité à partir avec la justice, construisent des décors absolument fous dans des matériaux de récupération, rêves de à tonnes, et s'opposent (c'est le mot) à Peugeot. Ils inventent des machines qui feraient rêver Buster Keaton, capables, dérision suprême puisqu'ils n'ont pas de travail, de les remplacer au boulot. De tout cela, ils font des pièces.

Ce ne sont pas des œuvres d'art, mais et cela importe peu. Les groupes de quartier qui sont nés à Montbéliard ont créé quelques choses de rare. A l'heure où les carnavaux sont envahis par les maillots, les gadgets et le folklore, les fêtes de Montbéliard sont des fêtes-miroirs, fêtes provisoires, fêtes prétextes pour se parler à soi-même au milieu des bêtises des feux de bois, dialogues intimes et vifs d'une population qui écrit son histoire, et qui se la répète sans cesse. Il serait dommage que les feux allumés par Jean Hurstel s'éteignent avec son départ. Mais les animateurs, les groupes et les quartiers restent. Et les Journées, après tout, ont le temps.

CATHERINE HUMBLÔT.

(Jeudi 7 juillet.)

Le plan de paix de M. Begin prévoit le maintien de la souveraineté israélienne en Cisjordanie

Le

Fondateur : Hubert Bonin

M. Carlier va dans des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou

Le ministre de l'Énergie, M. Carlier, a annoncé qu'il allait verser des crédits au Co pour la « bombe à mou